

UNIVERSITE CLAUDE-BERNARD - LYON
- MEDECINE -
U. E. R. GRANGE-BLANCHE

Année 1977 - N° 543

LE JUGE, LE MEDECIN EXPERT ET LA CAUSALITE

Dans le cadre de la réparation juridique du dommage corporel.

THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

et soutenue publiquement le 30 Novembre 1977

pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

par

François JACQUET

né le 23 Avril 1948

à PARIS (Seine)

UNIVERSITE CLAUDE-BERNARD - LYON

- MEDECINE -

U. E. R. GRANGE-BLANCHE

SEPT 1972 - N° 243

LE JURE, LE MEDECIN EXPERT ET LA CAUSALITE

Dans le cadre de la responsabilité pénale du dommage corporel.

Digitized by the Internet Archive
in 2026

THESE

à l'Université Claude-Bernard - LYON

et soutenue publiquement le 24 Novembre 1977

pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

par

François JACQUET

né le 10 Mars 1948

UNIVERSITE CLAUDE-BERNARD - LYON
- MEDECINE -
U. E. R. GRANGE-BLANCHE

Année 1977 - N° 543

LE JUGE, LE MEDECIN EXPERT ET LA CAUSALITE
Dans le cadre de la réparation juridique du dommage corporel.

THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON
et soutenue publiquement le 30 Novembre 1977
pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

par

François JACQUET

né le 23 Avril 1948

à PARIS (Seine)

UNIVERSITE CLAUDE-BERNARD - LYON

- MEDICINE -

M. E. R. GRANGE-BLANCHE

Année 1971 - N. 50

LE JUGE LE MEDICIN EXPERT ET LA CAUSALITE

Dans le cadre de la répression pénale du mariage forcé.



THÈSE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

et soutenue publiquement le 20 novembre 1971

pour obtenir le grade de Docteur en médecine

par

BRUNO JACQUET

né le 12 Avril 1944

à PARIS (France)

— UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON I —

Président de l'Université	M. le Professeur D. GERMAIN
Vice Président	M. le Professeur E. ELBAZ
Deuxième Vice Président	M. B. ROUSSET
Troisième Vice Président	M. R. LOPEZ
Secrétaire Général	M. RAMBAUD

UNITES D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DE L'UNIVERSITE :

Médecine :	GRANGE BLANCHE	M. le Docteur B. SALLE (MCA)
	ALEXIS CARREL	M. le Professeur R. MORNEX
	SUD-OUEST	M. le Professeur J. NORMAND
	LYON NORD	Directeur : M. le Docteur J.P. NEIDHARDT
		Directeur honoraire : M. le Professeur A. BERTOYE
Biologie Humaine		M. le Docteur J.P. REVILLARD (MCA)
Techniques de Réadaptation		M. le Docteur A. MORGON (MCA)
Sciences Pharmaceutiques		M. le Professeur BIZOLLON
Sciences Odontologiques		M. le Docteur R. VINCENT
Institut régional d'éducation physique et sportive ..		Président du conseil d'UER : M. le Professeur
		R. GUILLET,
		Directeur M. A. MILLON
Mathématiques		M. le Professeur E. COMBET
Physique		M. le Professeur J. DELMAU
Chimie et Biochimie		M. le Professeur J. HUET
Sciences de la Nature		M. le Professeur R. GINET
Sciences Physiologiques		Mlle le Professeur J.F. WORBE
Institut Universitaire et Technologie n°1		M. le Professeur B. POUYET
Institut Universitaire et Technologie n°2		M. J. GALLET (Directeur ENSAM)
Observatoire		M. M. MONNET (Astronome Adjoint)
Physique Nucléaire		M. le Professeur GUSAKOW
Mécanique		Mlle le Professeur G. COMPTE-BELLOT.



A MON PÈRE,

Parce qu'il ne me refuse jamais l'indulgence que je lui dois et la reconnaissance que je lui dois au nom de mon père et de mon oncle.

A MA MÈRE,

A MON GRAND-PÈRE,

La lecture et la lecture de son œuvre m'ont toujours inspiré.

Un grand livre est un grand livre. Un grand livre est un grand livre. Un grand livre est un grand livre.

EXAMINATEURS DE LA THESE :

Président : Monsieur le Professeur L. ROCHE

Assesseurs : Monsieur le Professeur M. COLIN
Monsieur le Professeur Agrégé J. VEDRINNE
Monsieur le Professeur Agrégé A. MORIN
Monsieur le Docteur F. ARCADIO
Monsieur J. BRUNHES

A MES PARENTS,

Puissent-ils ne pas mesurer l'amour que je leur porte et la reconnaissance que je leur dois au nombre de mots de cette dédicace.

A MA FEMME,

A MON GRAND-PERE,

La qualité et la justesse de son verbe m'ont toujours impressionné.

Qu'il trouve dans ce travail le témoignage de ma profonde affection, et le fruit de son enseignement.

A NOTRE PRESIDENT DE THESE

Monsieur le Professeur L. ROCHE

*Il nous a fait le grand honneur d'accepter la présidence
de notre Jury de thèse.*

*Au cours de ce travail, nous avons eu la joie de bénéficier
de la richesse de son œuvre et la fierté de découvrir son
immense renommée.*

*Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre profonde
et respectueuse gratitude, et de notre admiration.*

A NOS JUGES

Monsieur le Professeur M. COLIN

Au cours de nos études, nous avons bénéficié de son précieux enseignement.

Nous sommes honoré qu'il ait accepté de juger notre travail.

Nous n'oublierons pas la gentillesse, la bienveillance de son accueil. Nous le prions de croire en l'assurance de notre profonde reconnaissance.

Monsieur le Docteur J. VEDRINNE
Maître de Conférence Agrégé

Nous sommes très honoré qu'il ait accepté de juger notre travail.

Nous le remercions pour la cordialité de son accueil, et l'assurons de notre gratitude.

Monsieur le Docteur A. MORIN
Maître de Conférence Agrégé

Nous sommes honoré qu'il ait accepté de nous juger.

Nous avons été sensible à l'amabilité de son accueil et à l'intérêt qu'il a bien voulu manifester pour notre travail.

Nous lui exprimons ici notre reconnaissance.

A Monsieur le Docteur F. ARCADIO

Il nous a inspiré le sujet de cette thèse et nous a conseillé pour la rédaction de la partie médicale, mettant à notre disposition ses observations personnelles.

Nous ne pourrons assez le remercier pour la gentillesse et la chaleur des paroles d'encouragement qu'il nous a prodiguées pour l'amitié et la bienveillance dont il nous a entouré au cours de ce travail ainsi qu'au cours de notre semestre dans son service, où il nous a fait découvrir et aimer la réalité quotidienne du métier de médecin généraliste.

Nous sommes heureux et fier de le compter parmi nos maîtres. Nous lui exprimons ici notre respect, notre attachement et notre reconnaissance.

A Monsieur J. BRUNHES
Conseiller à la Cour d'Appel

Il nous a fait le grand honneur de s'intéresser à notre étude.

Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de nos plus vifs remerciements.

A Monsieur H. MARGEAT

Seuls les précieux conseils manuscrits de l'éminent spécialiste du Droit des Assurances et de la Responsabilité qu'il est, nous ont permis d'entrevoir la passionnante ambivalence de notre sujet et de mener à terme sa partie juridique.

Nous le prions de trouver ici l'expression de notre gratitude et de notre sincère admiration.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PRELIMINAIRE : le juge, le médecin et la causalité	3
CHAPITRE I : la notion juridique de "causalité"	13
CHAPITRE II : détermination qualitative de la causalité	23
CHAPITRE III : détermination quantitative de la causalité	36
CHAPITRE IV : l'état antérieur	48
CONCLUSIONS	62
BIBLIOGRAPHIE	65



INTRODUCTION



La recherche et l'étude des causes d'une maladie sont pour le médecin des problèmes d'ETIOLOGIE.

La recherche et l'étude des causes juridiques d'un dommage sont pour le juge des problèmes de CAUSALITE.

Lors d'une expertise médicale dans le cadre de la réparation juridique du dommage corporel, ces deux notions se recouvrent de façon intime, mais partielle : de sorte que juges et médecins n'ont qu'une vision assez étroite, les premiers de l'étiologie, les seconds de la causalité limitée à la zone de "chevauchement".

Nous aurions pu choisir de parler d'étiologie aux juges ; mais, nous adressant à des médecins, nous préférons traiter de la notion de causalité, notion juridique dont ils ne saisissent pas toujours la finalité, les difficultés et les effets, et en tirer les éléments susceptibles de renforcer l'efficacité de l'expert dans son rôle d' "informateur", tant il est vrai que la qualité de son aide en matière d'étiologie dépend directement de sa connaissance des questions que se pose le juge en matière de causalité.

Après avoir examiné les différents plans sur lesquels juges et experts abordent la causalité (Chap. préliminaire), nous tenterons d'en donner une définition juridique (Chap. I), puis nous verrons quelles règles président à sa détermination tant qualitative (Chap. II) que quantitative (Chap. III), notamment lorsqu'un état pathologique préexistant de la victime complique les effets de l'accident (Chap. IV).

A la fin de chaque chapitre, et plus particulièrement de ceux relatifs à la détermination qualitative de la causalité et à l'état antérieur, nous exposerons les éléments pratiques qui peuvent aider l'expert à résoudre ces difficiles problèmes en pleine harmonie avec les exigences juridiques, et à délivrer son "information" dans des conditions permettant au magistrat de tirer le meilleur parti de l'expertise. Ces conditions nous paraissent devoir être représentées par l'application, dans les cas difficiles, des critères de causalité médico-légale de M. le Professeur SIMONIN, et par un plan d'étude et de présentation de l'état antérieur qui se rapproche beaucoup des conceptions émises par cet autre grand maître de la médecine légale qu'était M. le Professeur MAZEL.



CHAPITRE PRELIMINAIRE



Le juge, le médecin et la causalité.

Spectateur coutumier des catastrophes grâce au progrès des techniques d'information, candidat quotidien à l'accident du fait de l'extension du machinisme industriel et domestique, l'homme moderne s'est habitué à vivre avec le risque permanent du dommage corporel. Mais paradoxalement, s'il accepte, serein ou résigné, l'omni-présente perspective de l'accident, la pensée qu'il pourrait en supporter seul toutes les conséquences financières lui est devenue intolérable : en effet, la Loi par la législation relative aux accidents du travail, les Tribunaux au moyen d'habiles constructions jurisprudentielles, appuyés par le développement des systèmes de Sécurité Sociale ou d'Assurances de responsabilité (1) ont habitué les victimes à se voir adjuger de façon quasi-automatique (2) sinon un "responsable" au moins un "payeur". De sorte qu'aujourd'hui, l'idée de REPARATION est indissociable de celle d' "accident" ; et la notion d'intégrité corporelle, cessant d'être une chance, est presque devenue un droit (3) en vertu duquel toute victime prétend à la réparation de son préjudice.

Heureusement pour les tribunaux surchargés, les trois quarts des sinistres corporels sont réglés sans faire appel à la Justice (4), soit à l'amiable pour ceux qui relèvent du Droit commun ou des régimes d'assurance individuelle, soit selon une procédure légale élémentaire pour les accidents du travail. Mais des litiges surgissent parfois entre les parties : les juridictions concernées sont alors appelées à trancher. Or beaucoup de ces litiges portent sur des questions de CAUSALITE, lesquelles éprouvent aussi durement la sagacité des juges que celle de leurs experts médicaux (I) ; mais nous allons voir que si la causalité pose aux magistrats et aux médecins des problèmes différents par essence (II), elle reste néanmoins, dans le cadre de la réparation du dommage corporel, une notion strictement juridique (III) et non cette entité bicéphale que d'aucuns imaginent, sorte de divinité médico-légale monstrueuse qui aurait à la fois la tête d'Esculape et celle de Thémis.

(1) H.L. et J. MAZEAUD : "Leçons de Droit Civil" ; t. 2, 5e édit. 1973 par M. de JUGLART, Montchrestien n° 372

(2) B. STARCK : "Droit Civil, Obligations" 1972, Lib. Techniques, n° 59 et suivant et
A. TUNC : "La Sécurité Routière (esquisse d'une loi sur les accidents de la circulation)" DALLOZ 1966
et G. VINEY : "Le déclin de la responsabilité individuelle", thèse Paris 1963

(3) B. STARCK op. cit. 1972, n° 59 et suivt.

(4) cf. "L'expertise médicale et la réparation du dommage corporel " Gaz. Pal. 1973, I. Doct. 45 (anonyme).
et J. N'GUYEN THANH NHA : "L'influence des prédispositions de la victime sur l'obligation à réparation du défendeur à l'action en responsabilité" R.T.D.C. 1976, p.3

I. LE JUGE, LE MEDECIN et la CAUSALITE.

Qu'un accident de Droit commun survienne, qu'un dommage corporel s'ensuive pour autrui et le problème de la causalité se pose à travers deux questions :

- 1) Qui doit réparer ? C'est bien sûr l'auteur du fait dommageable CAUSE du préjudice.
- 2) Que doit-il réparer ? bien sûr, tous les EFFETS nocifs occasionnés, mais rien que ceux-ci.

Pour déterminer les responsabilités et mettre en oeuvre une réparation, le juge doit donc apprécier la qualité de la relation qui unit l'effet : c'est à dire le dommage allégué par la victime, à sa cause prétendue : c'est à dire le fait du défendeur assigné. Cette étude de la causalité présente souvent de redoutables difficultés, soit au niveau de la détermination de la cause lorsque plusieurs faits concomittants sont à l'origine du dommage, soit au niveau de l'estimation de l'effet lorsque celui-ci est éloigné dans le temps de l'évènement causal incriminé (A). D'autre part, pour résoudre la deuxième question concernant la délimitation du préjudice corporel juridiquement réparable, le juge a besoin de "prendre l'avis d'un homme de l'art" (1), le médecin, qui seul pourra l'aider à savoir quelles sont, parmi les lésions que la victime impute à l'action du défendeur, celles qui "sont bien en relation directe et certaine avec l'accident" (2) (B).

1.(Anonyme). Chron. prec.1973, p.45

2. "Préjudice corporel, analyse des séquelles indemnisables" Gaz. Pal. 1971, II, Doct. 413 (anonyme).

A. LE JUGE et la CAUSALITE.

Imaginons qu'un piéton, renversé par une voiture alors qu'il marchait normalement le long de la route, réclame à l'automobiliste réparation du préjudice subi. Deux catégories de difficultés causales peuvent se présenter qui tiennent l'une à la genèse de l'accident, l'autre à l'évolution du dommage à partir de l'évènement traumatique.

1°) En premier lieu, l'automobiliste actionné en responsabilité civile peut arguer que d'autres faits que le sien propre ont concouru à la réalisation du dommage, par exemple : 1) que la trajectoire de sa voiture a été modifiée sous l'influence d'un autre véhicule, soit qu'il ait voulu l'éviter, soit au contraire qu'il n'ait pu le faire, ou 2) que roulant à une allure normale, il a dérapé sur une plaque de verglas inévitable, ou encore qu'il a été momentanément aveuglé par une pluie diluvienne imprévisible, ou enfin 3) que la victime elle-même a participé activement à la réalisation de son propre dommage par un comportement imprudent. Lorsqu'à côté de l'acte imputable au défendeur figurent ainsi des faits émanants de tierces personnes (cf. 1°), de la nature (cf. 2°) ou de la victime elle-même (cf. 3°), comment apprécier la relation causale établie spontanément par le piéton entre le fait de l'automobiliste et son préjudice ? Peut-on retenir une causalité partielle et n'obliger le responsable que pour la fraction qui lui est véritablement imputable ? Comment alors opérer le partage ? Ou faut-il au contraire, objectant l'indivisibilité de la causalité, condamner le défendeur à la réparation intégrale ? "Problèmes extrêmement ardu, car ils obligent à faire une analyse approfondie de la notion de causalité" (1).

2°) En deuxième lieu, il arrive que le préjudice dont la victime demande la réparation soit sans commune mesure avec l'évolution raisonnablement prévisible de son dommage initial : il se pourrait par exemple que notre malheureux piéton ait laissé son état évoluer vers l'aggravation spontanée en refusant les soins médicaux, soit par négligence, soit par volonté morbide ou conviction religieuse ; par ailleurs, on peut imaginer un enchaînement causal tel qu'après avoir été victime d'un traumatisme crânien-léger, notre piéton, croyant ses facultés intellectuelles irrémédiablement compromises sous l'effet d'un syndrome subjectif post-commotionnel, perde sa situation, divorce... et se suicide ! Enfin, il n'est pas rare que des événements incidents, totalement étrangers au fait traumatique initial, viennent amplifier l'étendue et la gravité du dommage : un nouvel accident au cours du transport en ambulance, une anesthésie générale, une artériographie, une altercation avec l'avocat du défendeur, etc... peuvent mettre un terme dramatique à un état qui n'inspirait aucune inquiétude ! A juste titre, le responsable, s'estimant peu concerné par cette chaîne funeste de causes successives, ne voudra réparer que les conséquences immédiates de son acte ; à juste titre la victime ne manquera pas d'avancer que sans l'accident, rien ne lui serait arrivé : c'est un problème apparemment insoluble que devra pourtant résoudre le juge, en déterminant dans quelle mesure tel préjudice allégué par la victime peut être retenu comme l'effet juridiquement réparable du fait imputable au défendeur. Or la mesure causale d'un préjudice corporel est une opération délicate, a fortiori pour un juge ; ce dernier s'aidera donc le plus souvent de la compétence technique du médecin dans le cadre d'une expertise judiciaire.

(1) H.L. et J. MAZEAUD : "Traité théorique et pratique de la responsabilité civile". t. 2, 6e édition 1970, Montchrestien, n° 1438.

B. LE MEDECIN ET LA CAUSALITE.

S'ils parlent communément de la réparation "du" dommage corporel, les juges savent bien que l'euphémisme singulier de cette locution ne répond en rien à la réalité quotidienne des procès en responsabilité civile : en effet, ce n'est pas "un" dommage que les victimes d'accident soumettent habituellement à l'appréciation des tribunaux, mais une kyrielle de doléances plus ou moins fondées, parmi lesquelles il est nécessaire d'opérer un tri ; c'est là l'une des tâches de l'expert médical, implicitement formulée dans sa "mission" par deux questions ayant trait l'une à la détermination du préjudice juridiquement réparable, l'autre à son évaluation quantitative compte tenu de l'état de santé antérieur de la victime, ce qui est une autre forme d'appréciation de la causalité :

" — ... préciser si ces lésions sont bien en relation directe et certaine avec l'accident...

— ... chiffrer le taux du déficit physiologique résultant de la différence entre la capacité antérieure et la capacité actuelle (1) ".

Il ressort clairement du libellé de la mission d'expertise que le principal souci du juge est de "n'imputer au responsable que le seul dommage à l'origine duquel il a véritablement été (2) " car si "un principe fondamental dans le droit de la réparation impose que celle-ci soit intégrale, une règle non moins constante limite les dommages-intérêts au seul préjudice causé par l'agent (3) ". Or, il se peut que certaines séquelles physiques ou psychiques imputées par la victime à l'action du défendeur n'aient aucun rapport avec celle-ci, soit que l'existence même des troubles allégués ne résiste pas à l'interrogatoire ou à l'examen du requérant, soit que les manifestations pathologiques présentées puissent être intégralement rattachées à une infirmité ou affection morbide préexistante, ou à des péripéties postérieures à l'évènement traumatique telles que la survenue d'un deuxième accident ou d'une maladie intercurrente ; plus fréquents et plus difficiles sont les

cas où, bien que le préjudice corporel soit en relation certaine avec le fait dommageable, seule la participation causale d'un état antérieur déficiant ou d'un événement postérieur à l'accident peut en expliquer la nature ou l'étendue. Il incombe donc au médecin de détailler clairement la composition pathogénique du dommage en fonction des paramètres étiologiques, afin que son mandant, jugeant en toute connaissance "des causes", ordonne la réparation de l'intégralité du préjudice "sans toutefois le dépasser". Mais, outre les difficultés propres d'une telle analyse médicale de la causalité, 1) le temps écoulé entre l'accident et l'expertise, au cours duquel le dommage évolue, se transforme 2) la majoration fréquente de ses troubles par la victime, plus rarement leur simulation, 3) la méconnaissance, ou au contraire la dissimulation intéressée (bien qu'illusoire) de certaines de ses infirmités ou maladies préexistantes, 4) le secret professionnel qui entrave la mise en évidence de l'état de santé antérieur, 5) les limites de la connaissance médicale au jour de l'expertise, etc... sont autant de facteurs qui viennent compliquer la tâche de l'expert.

(1) (Anonyme) chron. préc. 1971

(2) G. DURRY : "L'influence des prédispositions de la victime sur la réparation à laquelle elle a droit" R.T.D.C. 1971, n° 22, p. 659

(3) J. N'GUYEN, chron. préc. 1976, p. 3

II. L'AMBIVALENCE PRATIQUE DE LA CAUSALITE.

Experts et magistrats sont donc confrontés à des problèmes de "causalité". Toutefois, de nombreux arguments, formels (A) ou rationnels (B) démontrent à l'évidence que cette notion appliquée à la réparation du dommage corporel recouvre une finalité, implique une méthodologie et soulève des difficultés fort différentes selon que l'on considère son aspect juridique ou son aspect médical.

A. ARGUMENTS FORMELS.

1°) La littérature juridique témoigne d'un pessimisme propre à décourager le plus zélé des néophytes tant il est vrai qu'aucun traité théorique, aucun article de doctrine, aucune note de jurisprudence n'aborde la question sans laisser transparaître les ressentiments de l'auteur qui oscillent en général entre la tranquille amertume (ex. "on sera donc très bref sur la question... sans chance sérieuse de dissiper le brouillard inhérent à la matière") (1) et la plus vive aversion (ex. "nous n'entendons pas nous jeter dans les sables mouvants de la pluralité des causes ou de la causalité") (2). Dans une lettre qu'il nous adressait M. MARGEAT écrivait que la causalité constitue en fait le sujet "le plus difficile que connaisse le Droit français, comme du reste le Droit étranger". Et l'on comprend qu'un "problème ressemblant fort à celui de la quadrature du cercle" (3) ait "mauvaise réputation... non seulement devant les tribunaux mais même en doctrine" (4). M. ESMEIN résume d'ailleurs bien l'idée que s'en font la plupart des magistrats lorsqu'il évoque dans une célèbre chronique les "Affres de la causalité" (5). Enfin, on ne dérogera pas à la règle qui veut que toute étude sur la causalité cite PROSSER, chantre de la désillusion en la matière : "le problème du lien de causalité reste un écheveau et une jungle, un palais de miroirs et un labyrinthe ; l'abondance absolument stupéfiante de la littérature sur ce sujet va à l'encontre même du dessein qu'elle se propose et ne fait qu'ajouter de la fumée au brouillard" (6). Si tous les auteurs s'accordent pour comparer la causalité à un noeud gordien l'unanimité est loin d'être

réalisée sur la façon de le trancher, tant en doctrine qui regorge de somptueuses polémiques à ce propos, qu'en jurisprudence où "les arrêts de la 11ème chambre civile et de la chambre criminelle notamment, s'opposent la plupart du temps, semant le désarroi chez les juridictions inférieures qui réservent un sort différent à des demandes strictement identiques" (7).

(1) B. STARCK op. cit. n° 739

(2) S. BROUSSEAU note ss. Cass. civ. 2e. 21 Nov. 1973, J.C.P. 1974, II, 17897 n° 6, a)

(3) B. STARCK op. cit. n° 264

(4) J.P. BRUNET : "Contribution à l'étude de la notion et des possibilités du partage de causalité" Gaz. Pal. 1967 chron. p. 74 et "état antérieur et réparation d'un traumatisme" Bull. méd. lég. 1968, 11, 73, 99.

(5) P. ESMEIN : "Le nez de Cléopâtre ou les affres de la causalité" Dalloz 1964, chron. 205.

(6) PROSSER in H.L. et J. MAZEAUD op. cit. n° 1439

(7) J. N'GUYEN chron. préc. 1976, p. 4.

2°) Or, sur le même sujet, la littérature médicale est beaucoup plus sereine ! On n'y trouve en tout cas rien de comparable aux petites phrases désabusées des juristes, aux assauts doctrinaux, aux incertitudes jurisprudentielles ; et pourtant, les problèmes de causalité qui se posent au médecin dans le cadre d'une expertise judiciaire ne sont pas foncièrement plus faciles ! Avant de montrer les causes rationnelles de l'émoi des uns et de la sérénité des autres, on conviendra qu'un tel contraste littéraire accrédite l'idée que, sous un même terme générique, juges et médecins n'envisagent pas du tout la même chose !

B. ARGUMENTS RATIONNELS.

Ambivalente en apparence, la notion de causalité dans la réparation juridique du dommage corporel l'est aussi, nous allons le voir, par définition ; elle est même "trivalente" si l'on considère, en plus des spécificités juridiques et médico-légales, son acception philosophique première : en effet, ni le corps médical, ni la magistrature ne détiennent le monopole de ce principe fondamental de la Raison en l'absence duquel il n'est pas de raisonnement correct ni de pensée cohérente, et qui s'énonce ainsi : "Tout fait a une cause et, dans les mêmes conditions, les mêmes causes sont suivies des mêmes effets". Cette "notion de cause est, et demeure indispensable au comportement raisonnable de l'homme dans la vie de chaque jour. C'est à elle qu'on a recours pour comprendre un fait ou un événement imprévu. Comprendre, c'est la plupart du temps, établir entre le fait à expliquer et quelque antécédent, une relation causale... La causalité est une exigence fondamentale d'intelligibilité" (1).

1°) Mais en Droit, si la mise en évidence des causes traumatiques d'un dommage corporel permet d'en comprendre la genèse, en aucun cas elle ne suffit à déterminer le "responsable". Lorsqu'après avoir été renversé par une automobile, un piéton présente, par exemple, une fracture de jambe, il ne lui suffit pas d'établir une relation causale entre sa fracture et l'action contondante du pare-chocs de la voiture pour devenir créancier d'une obligation de réparation ; encore faut-il qu'il puisse étendre la relation causale jusqu'à celui (ou ceux) qu'il désigne comme débiteur(s) potentiel(s) de l'obligation, en l'occurrence le conducteur ou le propriétaire du véhicule agresseur : pour cela, il est nécessaire d'introduire dans la notion de "causalité" soit un jugement de valeur portant sur le comportement du défendeur au cours de l'action traumatique, soit des critères spécifiquement juridiques tels que les notions de "garde" ou de "présomption d'imputabilité". Dès lors, on comprend mieux les "affres" inhérentes à la détermination des "causes juridiques"

c'est à dire des causes ayant une incidence sur la responsabilité de la personne actionnée en réparation — dans la mesure où cette détermination ne relève pas seulement d'une simple analyse technique des faits, mais est au contraire largement tributaire d'une appréciation subjective, morale ou conventionnelle, échappant par conséquent à toute espèce de rigueur scientifique : il est fréquent par exemple qu'un dommage résultant matériellement de la conjonction malheureuse de plusieurs circonstances causales ne soit juridiquement imputable qu'à un seul responsable.

Ainsi, l'aspect juridique de la causalité recouvre une relation entre un fait : le dommage et un individu : le défendeur ; sa définition classique est la suivante : lien de cause à effet entre la faute d'une personne et le préjudice subi par un tiers" (2) ; son étude implique donc la détermination d'une responsabilité.

2°) Au contraire, l'aspect médical de la causalité recouvre une relation entre deux faits : le dommage corporel et le traumatisme ; et son étude implique une mesure étiologique. Cet aspect médical est défini par le juge dans la mission d'expertise lorsqu'il demande de préciser si les "lésions sont en relation directe et certaine avec l'accident". Toutes choses égales par ailleurs, le médecin est beaucoup plus à l'aise devant l'aspect médical de la causalité que le juge devant l'aspect juridique, non sans raisons :

a) D'une part, en ayant pour objet l'étude du rapport qui unit deux réalités matérielles, un dommage corporel et un événement traumatique, la causalité médicale est accessible au raisonnement déductif fondé sur l'observation et la connaissance scientifique, et est par conséquent techniquement résoluble sans qu'il soit nécessaire de recourir à des critères subjectifs.

b) D'autre part, dans les cas où l'insuffisance des "données acquises de la science médicale" ou la carence de certains éléments du dossier ne lui permettent pas d'asseoir sa conviction le médecin sait qu'il n'a pas à trancher dans un sens ni dans un autre car son rôle est moins de résoudre les problèmes que d'en exposer clairement les données : "l'expert doit éclairer le juge, mais il n'est pas un juge" (3). En la matière, l'expert peut s'en féliciter !.

c) Enfin, bien que le terme de "causalité" soit inusité dans la terminologie médicale et qu'on lui préfère celui d' "étiologie", ce concept est néanmoins à la base de l'activité quotidienne du médecin qui est la recherche des "causes du mal".

En somme, l'ambivalence de la causalité reflète deux types de question que le juge est amené à se poser dans le cadre de la réparation juridique du dommage corporel :

— "Qui est responsable de.... ? "

— "Quelle est la cause de.... ? "

(1) T. ORIOL et G. MURY : "Traité de philosophie. la connaissance" Didier p. 692.

(2) "Lexique des termes juridiques" Dalloz 3e edit. 1974

(3) ROCHE, NERSON et LE GUEUT : "Observations sur l'évolution de préjudice corporel". Dalloz 1962 p. 187.

III. L'UNITE JURIDIQUE DE LA CAUSALITE.

Bien qu'elle témoigne d'une indéniable réalité pratique, la division de la causalité en deux aspects, juridique et médical, est dangereuse dans la mesure où elle suggère des idées fausses sur l'expertise en général et la causalité en particulier, susceptibles de conduire l'expert à trop présumer de ses prérogatives de "spécialiste médico-légal" : erreur par excès (A), ou, au contraire, à ignorer ostensiblement tout ce qui ne relève pas de la pure technique médicale : erreur par défaut (B).

A. ERREUR PAR EXCES.

Une première erreur serait de conclure, à partir de la division de la causalité en aspect médical et juridique, qu'il existe dans la réparation du dommage corporel des domaines exclusivement médicaux et d'autres exclusivement juridiques, avec les associations instinctives qui en découlent : le "médical" au médecin, le "juridique" au juge. Or rien n'est le domaine exclusif de quelqu'un d'autre que le juge dont l'autorité s'étend à toutes les questions qui lui sont soumises dans le cadre d'une procédure ; cette primauté du magistrat est mise en évidence par deux principes de l'expertise judiciaire de Droit commun qui rappellent d'une part que l'opportunité d'une expertise est laissée à la seule appréciation de la juridiction saisie et d'autre part que cette dernière "n'est pas liée par les avis exprimés dans le rapport" (1).

1°) En effet, lorsqu'une difficulté technique surgit au cours d'une instance, le juge n'est pas tenu légalement de recourir à la science d'un spécialiste en la matière (2) ; l'article 81 du code de procédure civile fait état d'une possibilité et non d'une obligation : "le juge chargé de suivre la procédure **pourra** sur la demande de l'une des parties ou même d'office, ordonner toute mesure d'information". Bien qu'elle ne soit pas obligatoire, une telle mesure d'instruction s'impose néanmoins comme une exigence du bon sens, et de fait, il n'existe pas de jugement en matière de dommage corporel qui ne soit basé sur une expertise (3) ; mais le caractère facultatif de celle-ci renforce l'idée de souveraineté du juge sur tout ce qui relève de sa "compétence", même sur ce qui semble a priori y échapper.

2°) En outre, l'article 323 du même code stipule que "les juges ne sont pas astreints à suivre l'avis de l'expert si leurs convictions s'y opposent". En matière de causalité, les tribunaux rappellent régulièrement ce principe (4) trop souvent ignoré des médecins (5) dans des arrêts où les juges, usant de leur prérogative, transforment le doute de l'expert ou ses "plus extrêmes réserves quant à l'existence d'un lien causal" (6) en certitude, ce qui confirme d'ailleurs que la détermination juridique de la causalité dépend moins d'une appréciation scientifique que de spéculations morales ou même économiques (7).

On le voit, une expertise est d'abord un acte judiciaire (8) même si elle revêt les apparences d'un acte médical ; de la même façon, la causalité, condition fondamentale de la responsabilité civile, est d'abord une notion juridique même si elle recouvre certains aspects qui relèvent d'une analyse médicale ; car l'étude étiologique des doléances alléguées par la victime dans le cadre d'une expertise ne tend pas à la mise en oeuvre d'une thérapeutique mais à la détermination d'une indemnisation. "La mission de l'expert ne consiste plus à guérir ou à soulager les souffrances d'un patient, mais à éclairer objectivement le tribunal et les parties sur les séquelles d'un traumatisme en vue d'une indemnisation qui, en Droit, ne peut correspondre qu'à un préjudice en relation directe de cause à effet avec l'accident" (9). En somme, si la division de la causalité en deux aspects,

juridique et médical, a l'avantage de donner immédiatement un aperçu conforme à la réalité pratique de la question en sériant les tâches de l'expert et du juge, elle a aussi l'inconvénient de conférer implicitement à l'aspect médical une spécificité qu'il ne possède pas hors de son contexte juridique ; la causalité est une notion qui appartient au Droit et non à la médecine, même si celle-ci est parfois sollicitée à ce sujet dans le cadre de l'expertise.

- (1) Cass. Crim. 3 juil. 1969, Gaz. Pal. 1969, 2, 141.
- (2) Sauf dans le cas d'un arbitrage ou en matière de Sécurité Sociale. CONCOURS MEDICAL 15 Nov. 1975, p. 6526.
- (3) A. LADRET, "Etude critique des méthodes d'évaluation du préjudice corporel" L.G.D.J. 1969, p. 11.
- (4) Cass. Civ. II ; 14 fév. 1974, J.C.P. 1974, ed. G, IV, p. 115
- (5) H. MARGEAT : "le doute sur l'imputabilité du décès ou des blessures à un traumatisme". Ann. méd. lég. 1964, 44, p. 10
- (6) H. MARGEAT, note ss. Cass. civ. II, 17 mai 1973, Gaz. Pal. 30 janv. 1974
- (7) La gravité de la faute et l'existence d'assurances de responsabilité influent sur l'appréciation juridique de la causalité. Cf. infra, chap. II, § II B a) et b)
- (8) (anonyme) ; chron. préc. 1973, introduction.
- (9) (anonyme) : "Considérations générales sur l'expertise et la réparation juridique du dommage corporel" Gaz. Pal. 1968, I, Doct. 13, Conclusions.

B. ERREUR PAR DEFAUT.

Mais la bipartition pragmatique de la causalité suscite une deuxième erreur dans la mesure où le médecin, se retranchant derrière son ignorance légitime du Droit et la primauté du juge sur l'ensemble de la question, prétendrait que, requis en raison de sa compétence technique pour donner un avis spécialisé sur l'aspect médical de la causalité et non sur l'aspect juridique, ses seules connaissances relatives à l'étiologie et à la pathogénie des lésions corporelles sont amplement suffisantes pour éclairer efficacement le juge. Or la compétence technique du médecin, certes nécessaire, est loin d'être une condition suffisante pour une expertise de qualité, car si un bon expert est toujours bon technicien, un bon technicien n'est pas forcément bon expert. En effet, rares sont les critiques formulées par les juges à l'encontre des rapports d'expertise qui se situent sur le plan de la technique médicale proprement dite ; bien plus souvent, les conclusions des experts sont écartées parce que, mal circonstanciées, elles n'informent pas véritablement les juges, ou parce qu'elles contiennent des arguments en contradiction avec certaines règles juridiques élémentaires, ou encore parce que l'avis exprimé par le médecin, rédigé dans un style laconique à l'instar du texte de mission, équivaut à un jugement qui oblige les magistrats, ou enfin parce que l'expert, dépassant la simple instruction, se lance dans des considérations doctrinales ou manie des théories philosophiques qui n'appartiennent et ne servent qu'aux juristes. "De grâce", implorerait l'un d'eux, sans doute agacé par les incursions maladroitement répétées de certains experts sur "son" domaine, "que l'on ne nous accable pas de l'avis des spécialistes ! Le plus grand cas doit être fait, certes, des appréciations médicales... ces appréciations médicales étant portées, nous dénions à leurs auteurs un droit particulier à s'aventurer sur le terrain philosophique du lien de causalité" (1).

L'expert ne saurait donc ignorer ni les problèmes spécifiques des juges sous peine d'être inefficace, ni la règle de Droit applicable au cas d'espèce sous peine d'être "hérétique", ni la procédure sous peine d'outrepasser involontairement les limites de sa fonction d' "informateur". La

qualité d'une expertise dépend autant de la science du médecin que de sa "connaissance des mécanismes juridiques qui... lui sert à orienter ses recherches et ses conclusions, facilitant ainsi la tâche du juge sans jamais empiéter sur les attributions de ce dernier" (2). Il peut sembler paradoxal que le médecin, n'ayant à donner son avis que sur l'aspect médical de la causalité, soit pratiquement obligé d'en connaître l'aspect juridique ; en réalité, ce paradoxe est imposé par le bon sens : comment pourrait-on aider ou guider quelqu'un dont on ne saurait ni tout à fait ce qu'il cherche, ni très bien où il va ?

(1) R. BERAUD, note ss. T.G.J. Marseille, 12 mars 1964, J.C.P. 1964, II, 13684 ; cf. PS

(2) (Anonyme) chron. préc. 1973, p. 47, B.I.



Puisque "aucun juriste d'aucun pays n'a réussi à donner une définition exhaustive de la causalité en dépit de l'incroyable monceau de textes et d'articles consacrés à ce sujet épineux entre tous" (1), nous nous contenterons, dans un premier chapitre, d'en tracer les grandes lignes en Droit commun et en législation relative aux accidents de travail.

(1) H. MARGEAT, note préc. 17 mai 1973, p. 9



CHAPITRE I



La notion juridique de "causalité"

- a. 1382 : "Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer".
- a. 1383 : "Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa **négligence** ou par son imprudence."
- a. 1384 : "On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde".

Une exégèse rapide montre que chacun de ces articles qui régissent le droit de la responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle, s'articule autour des mots DOMMAGE, FAIT, et du verbe CAUSER : toute action en responsabilité civile nécessitera donc la réunion préalable : 1) d'un dommage, 2) d'un fait, et 3) d'une relation de cause à effet entre le fait et le dommage, condition introduite par le verbe CAUSER. C'est ainsi que le concept philosophique de "causalité" devient une notion juridique.

La causalité est donc une fonction formée de deux variables : la première est simple, c'est le dommage qui ne varie que de deux façons : soit il existe, soit il n'existe pas. L'autre est complexe : c'est le "fait", ou FAIT DOMMAGEABLE, qui recouvre, outre la réalité matérielle de l'évènement traumatique, le critère générateur de responsabilité, lequel change selon le régime de responsabilité considéré. Aussi, la causalité, fonction du fait dommageable, se posera-t-elle en des termes fort différents selon que l'on se place dans le cadre du régime traditionnel fondé sur la faute prouvée (I) ou dans le cadre d'une responsabilité sans faute : construite en jurisprudence sur l'article 1384 al. 1er (II) ou créée en législation par la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents de travail (III).

I. CAUSALITE ET RESPONSABILITE POUR FAUTE.

Pour obtenir de celui qu'elle poursuit le versement d'une indemnité, la victime doit établir l'existence d'un "fait dommageable" (A) et prouver par les moyens légaux, témoins et présomptions, que ce dernier est bien la cause du préjudice allégué (B).

A. LE FAIT DOMMAGEABLE.

1°) L'aspect objectif.

Un "fait dommageable", c'est d'abord stricto-sensu "ce qui est arrivé", c'est à dire dans le cas des dommages corporels : l'accident, caractérisé par l'action physique ou psychique, le plus souvent violente et soudaine, d'une cause extérieure sur l'organisme humain ; c'est l'aspect objectif du fait, mis en évidence par une description formelle des circonstances et des conséquences immédiates de l'action traumatique reconstituée à l'aide des déclarations concordantes des parties et témoins, de certains indices matériels relevés lors de l'enquête, et des premières constatations médicales consignées dans le "certificat initial". Mais ce constat de l'évènement causal, bien que nécessaire, ne permet en aucune manière de déterminer le responsable, car la réalité d'un "fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage" (C. Civ. art. 1382) ne saurait

obliger cet homme à la réparation.

2°) L'aspect subjectif.

Aussi, ce qui retient toute l'attention des juges est moins "ce qui est arrivé" que l'étude du comportement de celui ou de ceux par qui "c'est arrivé" : c'est l'aspect subjectif du "fait", mis en évidence par "une appréciation d'ordre moral, un jugement de valeur" (1) porté au terme d'une recherche psychologique sur la conduite des individus impliqués dans l'action dommageable, victime aussi bien que tiers auteurs d'ailleurs ! Et lorsque l'analyse de cet aspect subjectif révèle une attitude anormale, une conduite moralement blâmable du défendeur au cours de l'accident, son fait, constituant une FAUTE devient alors "générateur de responsabilité" ; la faute est donc le critère juridique qui engage la responsabilité civile de l'auteur du fait dommageable. Les rédacteurs du code civil ont posé ce principe fondamental dans les articles 1382, cœur de la matière, et 1383 : la faute qui a causé un dommage oblige son auteur à réparation, qu'elle soit intentionnelle (délict), ou non intentionnelle, par imprudence ou négligence (quasi-délict).

(1) B. STARCK op. cit. n° 271

B. LA CAUSALITE.

La dualité de la notion de "fait dommageable" se répercute au niveau de la "causalité", de sorte qu'en réalité, la victime doit établir l'existence d'un double lien causal, matériel (causalité matérielle) et moral (imputabilité).

1°) La causalité matérielle.

On désigne ainsi la relation qui existe entre l'aspect objectif du fait dommageable : c'est à dire la matérialité de l'évènement accidentel, et le préjudice subi ; s'agissant de préjudice corporel, le requérant doit démontrer que les lésions dont il réclame réparation ont bien pour cause l'accident incriminé. C'est sur l'existence de ce type de causalité que le médecin est parfois appelé à se prononcer dans le cadre d'une expertise.

2°) Imputabilité.

On désigne ainsi la relation qui existe entre l'aspect subjectif du fait dommageable : c'est à dire le critère générateur de responsabilité, et le préjudice. S'il se place sur le terrain de l'article 1382, il appartient au requérant d'établir, dans un premier temps, la réalité de la faute du défendeur, puis de démontrer que cette faute est bien la cause du dommage : à supposer par exemple, qu'un automobiliste démuné du permis de conduire, faute s'il en est, soit impliqué dans un accident, il incombe à l'éventuelle victime d'établir que ce défaut de permis est véritablement à l'origine de son préjudice ; ce qui est loin d'être toujours le cas ! (3). A la différence de la causalité matérielle qui, impliquant une simple constatation des faits, est accessible à l'expert, l'imputabilité, dont l'appréciation relève d'un jugement de valeur, ressortit au juge et à lui seul.

La double preuve de la causalité matérielle et de l'imputabilité est à la charge du demandeur conformément au principe général de la responsabilité contractuelle : "celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver" (C. civ. art. 1315) ; la victime qui ne peut fournir cette preuve est déboutée : le doute sur l'origine exacte du préjudice ne lui profite donc jamais ;

seul le défendeur à l'action, l' "accusé", en est le bénéficiaire. Mais si la faute demeure le fondement traditionnel de la responsabilité civile, elle n'en est plus aujourd'hui l'indispensable condition, car face à la triste cohorte des premières victimes des temps modernes, les Tribunaux ne pouvaient maintenir obstinément cette cruelle exigence de la "faute prouvée" dont l'intransigence était, dans bien des cas, plus dommageable que le dommage lui-même et, somme toute, plus fautive que la faute exigée.

(1) et (2) P. ESMEIN chron. préc. n° 3 et suiv.

et F. BENOIT : "Essai sur les conditions de la responsabilité en Droit public et privé (problèmes de causalité et d'imputabilité)". J.C.P. 1957, Doc. 1351, n° 7 et suiv.

(3) P. ESMEIN, chron. préc. n° 7, et J.P. BRUNET, chron. préc. p. 79, et H.L. et J. MAZEAUD, op. cit. n° 1442-2

II. CAUSALITE ET RESPONSABILITE POUR "FAIT DES CHOSSES".

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, le développement du machinisme industriel multiplia les accidents de travail. Les victimes, soumises à l'époque au Droit commun de la responsabilité délictuelle, n'obtenaient de ce fait pratiquement jamais la réparation de leur dommage, incapables qu'elles étaient d'avancer la moindre faute de l'employeur à l'origine de l'accident, "fait de la machine plus encore que fait de l'homme" (1). La dramatique situation de ces ouvriers, de plus en plus nombreux, abandonnés sans secours sous prétexte que leurs employeurs n'avaient rien à se reprocher apparut intolérable aux tribunaux, lesquels se mirent alors en quête d'un moyen légal permettant d'indemniser les victimes sans qu'elles aient à prouver la faute d'un défendeur. Ce moyen fut découvert par un juriste belge qui eut l'idée d'exploiter l'extraordinaire imprécision du mot "choses" relevé dans l'alinéa 1er de l'article 1384 où, de surcroît, le mot "faute" n'est point mentionné : par une habile contraction de texte, il transforma ce simple préambule qui, lors de sa rédaction n'avait d'autre objet que d'annoncer la suite, en une règle autonome du "fait des choses" :

—"on est responsable du dommage que l'on cause... par le fait... des choses que l'on a sous sa garde".

Dans ce nouveau régime, l'obligé n'est plus l'auteur de la faute, mais le "gardien", fautif ou non, qui a, au moment de l'accident, l'usage, la direction ou le contrôle de la "choses" agressive.

Ce système, élaboré dans le but de secourir des ouvriers victimes de l'explosion d'une chaudière à vapeur, connut un développement fantastique dès que l'on s'aperçut qu'il pouvait s'appliquer à bien d'autres "choses" que les chaudières, notamment aux automobiles ! A tel point que "certains auteurs ont soutenu que... l'article 1382 sera rayé du code, l'article 1384 al. 1er prenant sa place comme règle générale de responsabilité" (2). Il est un fait que les Tribunaux fort de la garantie que constituent les assurances de responsabilité, n'ont pas hésité à élargir sans cesse le domaine de la responsabilité du "fait des choses", laquelle couvre par exemple tous les accidents de la circulation !

Néanmoins, ce régime de responsabilité, aussi large soit-il, n'est pas un système d'indemnisation automatique : pour obtenir réparation dans ce cadre, il faut 1) un "fait dommageable" de nature à engager la responsabilité civile du défendeur, en l'occurrence le "gardien" de la chose en question (A) et 2) que ce fait soit réellement la cause du dommage (B).

(1) H.L. et J. MAZEAUD et M. de JUGLART op. cit. n° 380 et 385.

(2) B. STARCK op. cit. n° 174.

A. LE FAIT DOMMAGEABLE.

1°) L'aspect objectif.

Il appartient au requérant d'établir la réalité objective du "fait de la chose" : à lui de prouver qu'il a été heurté par "telle automobile, ou par un caillou projeté par telle automobile, ou par telle chose sans laquelle l'accident ne se serait pas produit" (1). Il est évident que si celle-ci n'a joué aucun rôle dans le cours de l'évènement traumatique, si elle n'a été ni une circonstance déclenchante de l'accident, ni l'agent causal direct du dommage corporel, la victime ne saurait obtenir du "gardien" les indemnités auxquelles elle prétend. Toutefois, la preuve de l'intervention quelconque d'une chose dans la réalisation d'un accident est insuffisante pour mettre en jeu la responsabilité de celui qui en a la garde : là encore, il est nécessaire d'étudier l'aspect "subjectif" du fait, c'est à dire la manière dont la chose est intervenue.

2°) L'aspect subjectif.

Pour juger si le fait de la chose est de nature à engager la responsabilité de son gardien, les magistrats conjuguent deux analyses, l'une dynamique qui distingue entre les choses "inertes et passives" et les choses en mouvement, l'autre anthropomorphique qui se réfère à leur "comportement normal ou anormal" au cours de l'évènement dommageable. En fait, devant l'impossibilité de définir de façon claire et précise un critère "générateur de responsabilité du fait des choses", la Cour de cassation se contente d'exiger que la chose ait été la "cause génératrice", l' "instrument" du dommage, que son rôle ait été "causal", etc.... "de telle sorte que c'est sur l'existence du lien de causalité que se trouve alors centré le problème de la responsabilité" (2) fondée sur l'article 1384 al. 1er.

(1) B. STARCK op. cit. n° 411.

(2) H.L. et J. MAZEAUD et M. de JUGLART op. cit. n° 561.

B. LA CAUSALITE.

1°) La causalité matérielle.

Bien entendu, la victime doit fournir la preuve qu'il existe une relation de cause à effet entre l'aspect objectif du fait dommageable et le dommage ; en d'autres termes : que les lésions corporelles dont elle réclame la réparation résultent effectivement du fait de la "chose" dont elle assigne le gardien.

2°) L'imputabilité.

Par contre, elle n'a pas à établir l'existence d'une relation causale entre l'aspect subjectif du fait dommageable et le dommage : il ne lui appartient pas, traditionnellement (1) de

démontrer que le type d'intervention de la chose dans la réalisation du préjudice répond aux critères de dynamisme ou d'anomalie exigés en doctrine. "L'y contraindre serait mettre à sa charge une preuve difficile et, par suite, ruiner la protection qu'elle trouve dans l'application des règles de la responsabilité du fait des choses. Aussi, la jurisprudence a-t-elle décidé que le caractère causal de l'intervention de la chose est présumé" (2) ; s'il veut se dégager de cette présomption d'imputabilité qui joue contre lui et tenter de l'exonérer plus ou moins complètement, il incombe au "gardien" de démontrer le rôle passif de "sa" chose dans la production du dommage, dû en réalité à l'intervention d'une cause étrangère, qu'il s'agisse d'un fait de la victime elle-même, d'un tiers ou de la nature. Mais à l'inverse de ce qui se passe dans le régime traditionnel fondé sur la faute, le doute sur l'imputabilité ne profite pas au défendeur mais à la victime.

Ainsi, dans ce type de responsabilité, la causalité est moins une "condition positive dont la victime aurait à justifier... qu'un moyen de défense laissé au prétendu responsable" (3) et à son assureur qui "déploie des trésors d'ingéniosité pour faire admettre l'une ou l'autre de ces causes d'irresponsabilité totale ou partielle" (4) précitées.

(1) Il existe une tendance jurisprudentielle consistant à exiger de la victime la preuve du comportement anormal de la chose.

Cf. à ce sujet : B. STARCK, op. cit. n° 414 et J. BORE, note ss. Cass.Civ. II, 29 mars 1971, J.C.P. 1972, II, 17086 I, A, b)

(2) H.L. et J. MAZEAUD et M. de JUGLART, op. cit. n° 533

(3) J. CARBONNIER : "Droit civil, obligations", 1ère édition, 1957, coll. Themis, P.U.F. n° 190

(4) B. STARCK : "Les rayons et les ombres d'une esquisse sur la loi sur les accidents de la circulation" R.T.D.C. 1966, p. 635 et suiv.

III. CAUSALITE ET ACCIDENTS DU TRAVAIL.

C'est la même volonté de secourir les ouvriers victimes d'accidents du travail insuffisamment protégés par un régime de responsabilité fondé exclusivement sur la faute qui conduisit les tribunaux à "découvrir" en 1896 l'article 1384 al. 1er, et le législateur à créer, deux ans plus tard, la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail qui instaure à l'égard des victimes un système d'indemnisation quasi-automatique, forfaitaire, sans faute prouvée, fondé sur le "risque" couru par l'employé au "profit" de l'employeur.

Bien qu'elle échappe aux règles du Droit commun de la responsabilité délictuelle, la mise en œuvre d'une réparation dans le cadre de cette législation reste subordonnée à la réunion préalable des conditions traditionnelles de la responsabilité civile, à savoir :

1) un dommage, 2) un "fait dommageable" et 3) une relation causale entre ce fait et le dommage ; mais un large faisceau de présomptions établies par la Cour suprême en faveur des victimes salariées modifie profondément la conception civiliste du "fait dommageable" (A) et surtout de la "causalité" (B).

A. LE FAIT DOMMAGEABLE.

La notion de fait dommageable appliquée aux accidents du travail recouvre, toujours, 1) une réalité objective : l'accident, et 2) une réalité subjective : le travail, qui agit en la matière comme un "critère générateur de responsabilité" agit en Droit commun.

1°) L'aspect objectif.

Selon la définition jurisprudentielle classique, seules les lésions corporelles dues à l' "action secondaire et violente d'une cause extérieure sur l'organisme humain" pourraient être réparées au titre "accident du travail" ; mais des accidents aussi quotidiens que la survenue d'une lombalgie aiguë ou l'extériorisation d'une hernie à l'occasion d'un effort banal chez un travailleur prédisposé sont pris en charge sans difficultés par la Sécurité Sociale, alors que la "violence" et l' "extériorité" de leur cause sont d'avantage des vues de l'esprit que des réalités de fait ! Aussi le recours à ces derniers critères est-il délaissé par la Cour suprême qui s'en tient actuellement, dans la plupart de ses décisions, à l'idée de "soudaineté" ; de sorte que la notion d'accident est pratiquement confondue avec celle de "préjudice soudain" (1) : pour justifier de ses droits à réparation, l'intéressé doit donc établir l'existence des lésions dont il prétend souffrir et leur apparition brutale au travail (2).

2°) L'aspect subjectif .

Il appartient à la victime de montrer que le préjudice dont elle entend obtenir la réparation au titre "accident du travail" est effectivement apparu au travail. Le rôle du travail dans la réalisation d'un dommage corporel est apprécié de façon extrêmement large par la Cour suprême puisque des lésions consécutives à une piqûre de guêpe, à une insolation ou à une rixe sur un chantier (3) ont pu être considérées comme des accidents du travail et prises en charge à ce titre par la Sécurité Sociale, alors que dans ces cas, l'incidence de l'activité salariale sur la genèse du préjudice n'est pas tellement évidente ! Le champ d'application de la loi ne se limite donc pas aux seuls dommages causés par le "fait du travail" désignant une action traumatique du machinisme professionnel, mais s'étend à tous ceux survenus "à l'occasion du travail" aux termes de l'article 415 du code de Sécurité Sociale ou "au temps et au lieu du travail" selon une jurisprudence bien établie de la Cour de cassation.

(1) J.J. DUPEYROUX : "Le déclin de la présomption d'imputabilité" Dalloz 1971, Chron. p. 81 et "Sécurité Sociale" Dalloz 1973, 5e édit. n° 183

(2) J.P. BRUNET : "La preuve de la matérialité de l'accident de travail" Dalloz 1977, p. 160, note ss. ch. soc. 28 oct. 1975

(3) L. COTTE et C. GARON : "Réparation des accidents du travail, aspects médico-légaux" Edit. MASSON et Cie 1964, p. 23.

B. LA CAUSALITE

"Toute lésion survenue au temps et au lieu du travail doit être considérée comme résultant d'un accident du travail, sauf s'il est rapportée la preuve que cette lésion a une origine totalement étrangère au travail". Cette formule jurisprudentielle édicte en faveur des victimes une double présomption qui joue à la fois sur la causalité matérielle et sur l'imputabilité des

lésions au travail.

1°) La causalité matérielle.

A la différence du Droit commun de la responsabilité, un travailleur victime d'un accident au temps et au lieu du travail n'a pas à établir l'existence d'une relation causale entre l'accident et le préjudice dont il réclame la réparation ; en vertu d'une "présomption d'origine" instaurée par la Cour de cassation la totalité dudit préjudice est supposée consécutive à l'accident, y compris les complications apparues au cours du traitement ou de l'évolution de la lésion initiale, ainsi que l'aggravation éventuelle d'un état antérieur ou d'une prédisposition. Cette présomption peut être détruite si la caisse de Sécurité Sociale, "défendeur" en la matière prouve que l'état pathologique présenté par le requérant n'a strictement aucun rapport avec l'accident prétendu causal ; mais cette preuve doit être irréfutable : le moindre doute, la relation la plus ténue ravive la présomption et rétablit le blessé dans ses droits. En fait, bien qu'elle soit de courte durée et n'aille pas au delà de la date de consolidation, la présomption d'origine "joue toujours, ou presque, en faveur de la victime car il est rare que la preuve contraire, avec toutes les exigences qu'elle suppose, soit rapportée". (1).

2°) L'imputabilité.

Imaginons qu'un ouvrier revendique la prise en charge au titre "accident du travail" de lésions consécutives à une bagarre dans un atelier ; s'il est aisé d'établir la réalité du "fait dommageable" confirmé par de nombreux témoins et sa survenue au temps et au lieu du travail, comment prouver qu'il existe entre le travail et la rixe un lien causal tel qu'on puisse la qualifier d' "accident du travail" ? Là encore, une présomption légale d'imputabilité vient au secours des victimes en renversant la charge de cette preuve : le caractère professionnel d'une lésion survenue au temps et au lieu du travail est présumé, sauf si la caisse débitrice (ou l'employeur) démontre que la victime s'était soustraite à l' "autorité" de son employeur ; comme la précédente, cette preuve contraire est rarement rapportée : de telle sorte qu'une rixe survenue dans les conditions décrites ci-dessus a toutes les chances d'être "prise" en "accident de travail".

En somme, en matière d'accident de travail, le doute quant à la relation entre le préjudice constaté et le "fait dommageable" profite toujours à la victime : c'est l'une des grandes originalités de cette législation par rapport au Droit commun. Mais le bénéfice du doute en faveur du requérant ne survit pas à la présomption, laquelle ne joue que pour "les lésions manifestées immédiatement après l'accident ou dans un temps très voisin" ; dès que la présomption s'éteint, se rallume la règle en usage dans le Droit commun.

(1) R. MELLOOTTE : "Les états préexistants aux accidents du travail" Dalloz 1973, chron. 173, p175 1^e col.

En résumé, un "fait dommageable", cause juridique d'un dommage réparable, comprend deux aspects :

1°) *Un aspect objectif*, qui recouvre la réalité matérielle de l'évènement causal.

2°) *Un aspect subjectif*, qui contient le critère "générateur de responsabilité" dont la mise en évidence relève, non plus d'un simple constat, mais d'un jugement de valeur porté :

- sur la conduite d'un homme (art. 1382)
- sur le comportement d'une chose (art. 1384 al. 1er)
- sur le caractère d'un accident (accident du "travail") (1).

En corollaire, la causalité recouvre deux liens :

1°) Un lien entre l'aspect objectif du fait dommageable et le dommage : c'est la *causalité matérielle*, dont la preuve est à la charge de la victime, sauf en "accident du travail" où joue une présomption d'origine.

2°) Un lien entre l'aspect subjectif du fait dommageable et le dommage : *l'imputabilité*, qui est présumée sauf dans le régime fondé sur l'article 1382 où le requérant a la charge de sa preuve. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'imputabilité englobe la causalité matérielle : en effet, pour être plus précis, il faudrait distinguer la causalité MORALE — lien entre le défendeur et l'accident —, et la causalité matérielle — lien entre l'accident et le dommage —, l'imputabilité correspond alors à la somme : causalité morale + causalité matérielle.

(1) Nous nous sommes volontairement limité à ces trois régimes de responsabilité, sans doute les plus typiques : mais il en existe d'autres.



INCIDENCES SUR LA PRATIQUE DE L'EXPERTISE.

Zone d'activité de l'expert en matière de causalité. Le doute.

Il ressort de ces données schématiques que la zone d'activité de l'expert médical, ayant trait à l'étude étiologique des lésions corporelles, se situe au sein de la causalité matérielle, et que celui-ci "doit donc s'abstenir de régler de quelque façon que ce soit le problème de l'imputabilité, problème essentiellement juridique" (1) qui vise la détermination d'une responsabilité ; il serait même souhaitable que les médecins cessent d'utiliser ce terme, source de confusion dans leur esprit et d'agacement pour les magistrats.

En deuxième lieu, il ressort que le bénéfice du doute quant à l'existence d'une relation causale va toujours à celui des plaideurs qui n'a pas la charge de sa preuve : puisqu'en Droit commun il appartient à la victime d'établir l'existence de la causalité matérielle, le doute profitera au défendeur ; à l'inverse, en "accident du travail" où, par le jeu de la présomption d'origine, il appartient à la caisse de Sécurité Sociale de prouver l'absence de causalité pour se dégager de toute obligation, le doute profitera à la victime. Un expert serait donc fort malvenu à conclure, dans un rapport de Droit commun par exemple, que le doute doit profiter à la victime sous prétexte que "les éléments réunis en faveur de la relation paraissent l'emporter sur ceux militant en sens contraire" (2) ; ce serait non seulement méconnaître les règles en cours à propos de la charge de la preuve, mais encore dénier la primauté du juge qui est seul qualifié pour apprécier si la preuve de la causalité est, ou n'est pas rapportée ; "rien d'impossible" écrit M. MARGEAT dans son étude sur le doute, "à ce qu'un expert conclut à l'absence de certitude quant à la relation et à ce que le juge décide le contraire, et vice-versa" (3).

(1) (Anonyme) ; chron. préc. 1973, p. 51.

(2 - 3) A. MARGEAT ; chron. préc. 1964, p. 8 et p. 11.



La causalité n'est pas simple à définir, nous l'avons vu. Mais sa détermination, qui fera l'objet de notre deuxième chapitre, est plus délicate encore, car les structures causales réelles ne sont jamais MONOMORPHES — un effet résulte souvent de causes à la fois successives (structure linéaire) et concomitantes (structure frontale) —, ni jamais DISCONTINUES — une cause est toujours prolongée dans le passé par ses antécédents, l'effet est toujours prolongé dans l'avenir par ses conséquents —.

Dans ces conditions comment distinguer parmi les causes et les effets, celles et ceux qui seront retenus ?



CHAPITRE II

*

Détermination qualitative de la causalité.

Une jurisprudence constante ne retient la responsabilité d'un défendeur que pour les préjudices reliés au fait dommageable par une relation de cause à effet "certaine et directe" (1). Quand donc la causalité peut-elle être qualifiée de certaine et directe ? Bien que cette question ait suscité de nombreuses théories doctrinales (1), il semble qu'en pratique "le bon sens et l'esprit d'équité et de mesure du juge" (2) soient les seuls moyens de la résoudre (II).

(1) J. CARBONNIER op. cit. n° 174 et suiv.

(2) B. STARCK op. cit. n° 739.

I. LES THEORIES CAUSALES.

La doctrine, craignant à juste titre que la diversité et la complexité des situations en matière de causalité n'engendre l'arbitraire et la discordance au niveau des solutions retenues par les tribunaux, a proposé, au terme de recherches théoriques approfondies, des formules susceptibles de permettre aux magistrats de décider de façon harmonieuse ce qui est "causal" et ce qui ne l'est pas. Deux systèmes principaux — celui de l'équivalence des conditions" (A) et celui de la "causalité adéquate" (B) — se disputent la faveur d'une jurisprudence en mal de critère.

A. LA THEORIE DE L'EQUIVALENCE DES CONDITIONS.

Un postulat : — "toutes les conditions d'un dommage sont équivalentes, toutes en sont à égal titre la cause, puisque si l'on supprime l'une d'entre elles, le dommage lui-même disparaît" — et son corollaire : — "tout fait sans lequel le dommage ne se serait pas produit peut en être dit la cause" — fondent la théorie de l'équivalence des conditions.

Ce système a pour atout majeur son extrême simplicité qui permet de trancher de façon rationnelle de nombreuses difficultés : "du moment que sans l'intervention du défendeur le dommage ne se serait pas réalisé, cette intervention est la cause du dommage ; le défendeur doit réparation" (1).

Mais cette simplicité, toujours efficace, est souvent injuste : en effet, ce système prend n'importe laquelle des circonstances ayant concouru à la réalisation d'un dommage pour sa cause, sans distinguer entre celles qui en sont la cause efficiente et celles qui n'en ont été que l'occasion ; l'application de cette théorie conduit dans le cadre d'une structure causale linéaire à une extension inadmissible (2) du champ de la responsabilité civile en retenant des causes ou des effets qui, bien qu'étant des antécédents ou des conséquents certains de l'accident en sont néanmoins fort éloignés, et dans le cadre d'une structure causale frontale à une confusion entre le nécessaire et l'accessoire : "C'est un sac sans fond" écrit M. BORE (3), "qui, de phénomènes en phénomènes peut aboutir à ce que le doyen MARTY a appelé la causalité de l'univers". On reproche en outre à ce système d'être en contradiction avec le régime de responsabilité du "fait des choses" où l'on exige que la chose soit "la cause génératrice" du dommage : par ce pléonasme, la Cour de cassation signifie clairement qu'elle ne tient pas les conditions pour équivalentes dans le cadre d'une responsabilité de plein droit. Le laxisme indéfendable (4) de cette théorie et son antinomie juridique incitèrent la doctrine à rechercher d'autres systèmes mieux adaptés aux exigences de

l'équité et du Droit.

- (1) H.L. et J. MAZEAUD op. cit. n° 1440 et 1442. 2.
- (2) A. ROBERT : "Le lien de causalité dans la responsabilité civile", Thèse Lyon, 1948
- (3) J. BORE : "L'indemnisation pour les chances perdues : une forme d'appréciation quantitative de la causalité d'un fait dommageable" J.C.P. 1974, I, 2620, n° 17
- (4) B. STARCK op. cit. n° 743.

B. LA THEORIE DE LA CAUSALITE ADEQUATE.

D'après cette théorie, toutes les conditions d'un dommage ne sont pas équivalentes : il convient de distinguer celles qui rendent objectivement probable "d'après le cours habituel des choses" (1) un dommage de même nature par le seul fait de leur apparition, de celles qui sont incapables d'entraîner un tel dommage sans le concours fortuit des précédentes ; seules les premières, qualifiées d'adéquates, pourront être retenues dans ce système comme "cause juridique" du préjudice. Cette théorie se veut équitable dans la mesure où elle propose d'opérer une discrimination entre les premiers rôles et les utilités en matière de responsabilité. Hélas, elle n'offre pas des moyens à la mesure de son ambition aux juges, lesquels, pour évaluer le degré de probabilité d'apparition du dommage en fonction de chacune de ses conditions prises isolément, sont obligés d'introduire dans le système d'autres critères tels que la "prévisibilité", la "normalité", la "proximité", la "raisonnabilité", la "nécessité", le "changement de pente", etc... à propos desquels les auteurs sont divisés. Mais un tel fatras de circonlocutions adjectives confère à la théorie de la causalité adéquate un caractère tellement sybillin qu'elle en devient inutilisable.

- (1) B. STARCK op. cit. n° 744
- (2) Pour J.P. BRUNET "on pourrait admettre qu'aucun fait causal ne doit être en principe écarté (idée de l'équivalence des conditions) mais à la condition de pouvoir rechercher et établir, dans chaque cas si une part suffisamment explicable et précise de causalité peut lui être attribuée, quelle que soit d'ailleurs sa prévisibilité (différence avec une certaine conception de la causalité adéquate) et dans le cas d'impossibilité de déterminer cette part..., d'attribuer l'entière causalité au fait qui réalise le "changement de pente" le plus intensif ou le plus créateur d'une situation évolutive nouvelle" chron.préc. 1967, p. 76.

Ces deux théories, "de l'équivalence des conditions" et de "la causalité adéquate" sont donc de piètres critères en matière de détermination causale : tout d'abord, ni l'une ni l'autre ne permettent d'apprécier le caractère de certitude de la causalité puisque, bien au contraire, l'une et l'autre nécessitent le recensement préalable de toutes les conditions du dommage, ne s'appliquant qu'à des faits dont le rôle, même minime dans la genèse du dommage, est établi. Elles n'auraient donc d'utilité qu'au sein d'une structure causale déterminée, pour apprécier le caractère "direct" ou "indirect" du préjudice ; mais là encore, elles sont très décevantes, car si la simplicité de la première conduit à retenir la "causalité dans tous les cas où la question peut raisonnablement se poser, et dans quelques autres encore" (1), la savante confusion qui règne sur la seconde le dispute en arbitraire à la précédente (2) . En fait, il convient de reconnaître avec modestie, dit en substance M. MARGEAT, que les structures causales réelles, trop riches en nuances, sont rebelles à l'application théorique de canons quelconques (3). C'est pourquoi "personne n'a proposé en ce domaine un système

clair et satisfaisant" (4) . De nombreux auteurs préfèrent d'ailleurs couper court à l'argutie doctrinale en décrétant que le problème est insoluble (5) confortés en cela par les décisions disparates et même divergentes (6) d'une jurisprudence qui, de toutes façons, refuse de se laisser enfermer dans des formules toutes faites" (7). Il faut s'en remettre aux lumières du juge dit M. ROBERT : "c'est la conclusion de bien des théories causales" ! (8).

(1) et (4) H.L. et J. MAZEAUD, op. cit. n° 1442 et 1439.

(2) F. CHABAS : "L'influence de la pluralité des causes sur le droit à la réparation" Thèse Paris, L.G.D.J. 1967 n° 113 à 116.

(3) H. MARGEAT, note préc. 17 mai 1973

(5) G. DURRY, R.T.D.C. 1977, obs. n° 3, p. 326.

(6) Cf. les nombreux exemples cités par P. ESMEIN dans sa chron. préc. n° 6 et 7.

(7) H. MARGEAT, note ss. Paris (12e Ch.), 12 Nov. 1965, act. jur. 14 fév. 1966, p. 135

(8) A. ROBERT, op. cit.

II. DETERMINATION PRATIQUE DE LA CAUSALITE.

Malgré la complexité des questions causales et l'inaptitude des théories doctrinales à les résoudre, les juridictions fonctionnent, et, chaque jour, des juges se prononcent sur la causalité d'un fait dommageable. Si c'est par sentiment que ces derniers statuent, ainsi que le soutient M. ESMEIN, "alors il faut au moins savoir à quel sentiment ils obéissent" (1) lorsqu'ils décident du caractère "certain" (A) et "direct" (B) de la causalité.

(1) P. ESMEIN chron. préc. n° 1

A. DETERMINATION DU CARACTERE "CERTAIN" DE LA CAUSALITE.

1°) La détermination pratique du caractère "certain" ou "incertain" du lien de cause à effet entre l'activité du défendeur et l'accident — sorte de causalité "morale" — pose peu de problèmes aux juges. En effet, la réalité d'une participation, fut-elle partielle, lointaine ou très accessoire, à l'action dommageable de la personne ou de la chose mise en cause par la victime est en général indéniable, ne serait-ce que parce que cette dernière est presque toujours fondée à prétendre qu'en l'absence de l'intervention du défendeur, l'accident ne serait pas survenu, puisqu'il est quasiment impossible de prouver expérimentalement le contraire. Et puis, c'est au requérant et non au juge qu'il appartient d'établir la réalité de l'intervention causale du défendeur. De sorte que les magistrats ne s'attardent guère sur le caractère de certitude de cette causalité "morale" que le bon sens suffit à objectiver : ou bien la victime est incapable d'avancer le moindre lien entre l'activité de celui qu'elle assigne et l'accident, auquel cas son action est rejetée ; ou bien elle en est capable, et les juges passent alors immédiatement à l'étude du caractère "direct" ou "indirect" de la causalité, afin de décider si le fait incriminé a été suffisamment déterminant dans la genèse du préjudice pour en constituer la "cause juridique" et engager ainsi la responsabilité de son auteur.

2°) Si la détermination du caractère de certitude de cette causalité morale relève d'un sentiment d'évidence, il n'en va pas de même en ce qui concerne la causalité matérielle — lien entre l'accident et le dommage — dont l'appréciation nécessite une connaissance spécifique des problèmes étiologiques qu'elle recouvre. Tous les jours en effet, des victimes imputent, par ignorance ou à dessein, à l'évènement traumatique des lésions pathologiques qui en sont totalement indépendantes, sans que de telles allégations, parfois aberrantes sur le plan médical, ne choquent le sens commun. Aussi les magistrats, qui ne veulent réparer que les préjudices en rapport certain avec le fait générateur de responsabilité, ont-ils recours aux "lumières" d'un spécialiste en la matière par le biais de l'expertise judiciaire, avec l'espoir que celui-ci saura, dans chaque cas, dresser l'inventaire des lésions en rapport certain avec l'accident, comme de celles qui lui sont sûrement étrangères ; malheureusement, cet espoir est souvent déçu, car ni la complexité de la réalité médicale, ni l'esprit de prudence et de réserve des médecins ne se plient aisément à ce besoin .. juridique de certitude. De telle sorte que, là encore, en ce domaine qui ne lui est pourtant pas familier, le juge doit compter autant, sinon davantage, sur son bon sens, son "esprit de mesure et d'équité" pour trancher les litiges, que sur les conclusions parfois "normandes" des experts ; ces derniers ne sont d'ailleurs pas commis pour rendre un jugement dans une conclusion laconique, mais pour éclairer le Tribunal par un développement circonstancié de leur opinion de technicien. Deux espèces judiciaires commentées par M. MARGEAT, nous serviront d'exemple pour montrer comment les juges, non liés par les avis des experts, apprécient le caractère de certitude de la causalité matérielle en fonction de leur conviction personnelle, a fortiori si le rapport d'expertise n'est pas suffisamment explicite.

a) Dans la première espèce (1) les faits sont les suivants : à la suite d'un accident de la circulation, une infirmière libérale âgée de 45 ans présente un traumatisme crânien relativement léger avec perte de connaissance de 15 minutes ; six mois plus tard, et deux jours après qu'une vive controverse l'ait opposée à l'avocat du responsable au cours d'une déposition devant le tribunal correctionnel de Versailles, la victime doit entrer dans le service de neuropsychiatrie de l'hôpital d'Argenteuil où l'on diagnostique un "accès maniaque aigu sur fond de prostration, avec état confusionnel et délirant". Si les experts commis admettaient qu'un stress émotionnel, comme celui né de l'incident d'audience, put déclencher un accès maniaque sur un terrain prédisposé — une "telle prédisposition ne pouvant qu'être supposée" dans le cas présent — ils se refusaient par contre à rattacher la psychose au traumatisme crânien, sinon à titre "hypothétique", par le biais d'une "éventuelle" fragilisation d'un état antérieur nullement établi : ils rejetaient donc la causalité. Pourtant, les juges de Versailles, appliquant la théorie de l' "équivalence des conditions" retinrent en dépit de l'avis des médecins l'existence d'une relation causale entre l'accident initial et la maladie mentale et ordonnèrent en conséquence son entière réparation. On note que le système de l' "équivalence des conditions" n'avait pas d'emploi en l'espèce car avant de prétendre que l'accident et l'incident d'audience étaient les conditions "équivalentes" de la psychose maniaco-dépressive, il eut fallu démontrer qu'ils en étaient véritablement les conditions ; en d'autres termes, avant de décider en vertu de telle ou telle théorie que la causalité est directe, il convient de montrer qu'elle est certaine : ce qui n'était pas le cas. Effectivement, ce jugement fut infirmé par la Cour d'appel de Paris qui estima que l'accès maniaque ne découlait ni du traumatisme crânien, ni même de l'incident d'audience contrairement à ce que les médecins avaient laissé entendre ; "ainsi... l'état antérieur surnage-t-il comme cause unique des troubles nerveux. Et l'aspect curieux de cet arrêt n'est-il pas qu'il ait fourni finalement une explication sur l'origine des troubles, origine à laquelle les experts n'avaient fait que de discrètes allusions ? " Par deux fois donc, les juges n'ont pas tenu compte des conclusions des experts pour retenir ou rejeter la causalité ; sans doute, n'étaient-elles pas suffisamment circonstanciées pour éclairer efficacement le tribunal.

b) Dans une seconde affaire (2), il s'agit d' "une collision de véhicules à l'issue de laquelle la victime blessée et non responsable rentre à son domicile les vêtements déchirés et maculés de sang. Tout naturellement, l'épouse non prévenue reçoit un choc émotionnel. Enceinte, elle subira une interruption de grossesse quelques semaines plus tard". Là encore, avant de statuer sur le caractère "direct" ou "indirect" de l'avortement spontané au regard de la responsabilité de l'auteur de la collision, il convenait de savoir s'il existait une relation de cause à effet "certaine" entre le choc émotionnel et la fausse couche. Or "l'expert avait fait les plus extrêmes réserves" sur ce point ; cela n'a pourtant pas empêché la Cour d'appel, approuvée ensuite par la Cour de cassation, de relever "l'existence de présomptions graves, précises et concordantes établissant que l'émotion... a joué un rôle adjuvant sinon déterminant dans l'évolution de la grossesse".

En fait, il semble que l'appréciation juridique de la "certitude" de la causalité soit subordonnée à l'idée qu'ont les magistrats de son caractère "direct" ou "indirect", véritable critère en la matière : s'ils estiment que la causalité est directe, ils ne peuvent bien évidemment, reconnaître qu'elle est incertaine ; et s'ils estiment au contraire que la causalité est indirecte, ils préfèrent ne pas risquer d'être mal interprétés en affirmant qu'elle est néanmoins "certaine" ; c'est pourquoi de nombreux jugements ou arrêts semblent tenir les qualificatifs "direct" et "certain" pour des synonymes dont la juxtaposition n'aurait d'autre but qu'un effet de redondance.

(1) Paris (12e Ch.) 12 Nov. 1965 in act. jur. 14 fev. 1966, note HM

(2) Cass. Civ. II 17 mai 1973 in Gaz. Pal. 1974 note HM

B. DETERMINATION DU CARACTERE "DIRECT" DE LA CAUSALITE.

La détermination du caractère "direct" de la causalité est difficile, tant sur le plan technique que sur le plan moral, lorsque d'autres causes ou d'autres effets s'intercalent soit entre l'activité du défendeur et l'accident — ex: gardien d'une voiture volée actionné en réparation des conséquences d'un accident provoqué par le voleur (1) —, soit entre l'accident et le dommage allégué — ex: décès à la suite d'une intervention chirurgicale rendue nécessaire par l'accident (2). —

Mesurant combien il serait "utopique de vouloir enserrer l'ensemble du réel dans des formules simples" (3) en un domaine où la complexité de la réalité dépasse toujours celle de la fiction, "le juge ne retiendra que les conséquences qui lui paraissent... devoir être retenues. Scientifiquement, on ne saurait dire pourquoi. Mais le Droit n'est pas une science exacte... P. ESMEIN a écrit, et nous croyons que c'est avec raison, que le juge qualifie de directe la causalité lorsqu'il entend proclamer la responsabilité du défendeur ; et indirecte lorsqu'il estime qu'il ne doit pas le condamner" (4). De nombreux facteurs influent sur sa décision, notamment la gravité de la faute (a) ou l'existence d'une assurance couvrant le responsable (b).

a) "Il ne paraît pas contesté qu'en présence d'une faute caractérisée, suffisamment grave, le juge retiendra comme directs des dommages qu'en l'absence de faute il considérerait comme indirects... parce que la relation causale avec l'accident est trop lointaine" (5) . A fortiori en présence d'une faute intentionnelle : c'est ainsi que la IIe chambre civile a admis une relation causale directe entre un décès résultant de l'évolution mortelle d'une tumeur basilaire et un coup de poing reçu cinq ans auparavant ! (6).

b) Le rôle des assurances dans la décision des magistrats est mis en évidence par M. MARGEAT à propos de cette affaire déjà citée (7) où la Cour de cassation retenait, malgré

l'avis défavorable des experts, une relation causale entre un choc émotionnel ressenti par une femme enceinte à la vue de son mari blessé et l'avortement spontané survenu ensuite, et imputait à l'auteur des blessures du mari ce préjudice somme toute lointain. Dans sa note, l'auteur explique cette décision par le désir inextinguible d'indemnisation qui s'emparerait des juges dès lors qu'ils ont la certitude de trouver un payeur en la personne de l'assureur du responsable : "il y a comme une boulimie de causalité en certains domaines où l'assurance se trouve impliquée".

Quant aux théories causales, elles servent moins de base à la détermination du caractère "direct" ou "indirect" de la causalité que de caution à la décision du magistrat : si son intime conviction le pousse à souhaiter la réparation du préjudice il invoquera l' "équivalence des conditions" dont le laxisme permet d'entériner une causalité même partielle, lointaine ou accessoire (a) ; à l'inverse, le système de la "causalité adéquate" sera plus à même de le conduire au rejet de l'action en dommages-intérêts lorsque le défendeur ne lui paraît pas avoir joué un rôle prépondérant dans la réalisation du préjudice (b).

a) Le 20 août 1961, un jeune homme de 24 ans était victime d'un accident de la circulation (8) ; quelques semaines plus tard, il présentait un ostéochondrome du fémur sans aucun rapport avec l'accident, qui fut opéré le 25 octobre ; mais la crainte d'une tumeur cancéreuse provoqua chez lui un "état dépressif à symptomatologie obsessionnelle" d'une intensité telle qu'il se donnait la mort le 28 février de l'année suivante.

En révélant au tribunal de Marseille, saisi d'une demande de réparation par la mère de la victime, qu'à la suite de l'accident le jeune homme présentait un état dépressif réactionnel, lequel avait certainement fait le lit de la phobie cancéreuse, les experts établissaient la continuité de l'enchaînement causal entre le fait du défendeur-auteur de l'accident — et le suicide. Le caractère de certitude de la causalité étant démontré, les juges estimèrent qu'elle était également "directe" à la suite d'un raisonnement simple fondé sur l'équivalence des conditions : en l'absence du choc émotionnel consécutif à l'accident, la victime, qui était auparavant psychologiquement saine, n'aurait sûrement pas réagi de façon aussi dramatique devant la maladie ultérieure. Cette décision fut rejetée par la Cour d'appel qui jugea au contraire que la cause efficiente du suicide était la phobie cancéreuse due à l'ostéochondrome fémoral, et que le rôle de l'accident dans le développement de celle-ci était trop partiel pour être qualifié de "direct". Mais cet arrêt devait être infirmé à son tour par la Cour de cassation (9) qui donnait raison aux premiers juges par un attendu étrange mais désormais classique : "le fait que l'accident n'ait été que la cause indirecte et partielle du préjudice ne suffit pas à établir l'inexistence d'un préjudice direct". C'est sans doute ce genre de phrase qui fait dire à M. BRUNET que "la qualification de direct devrait être bannie de la langue juridique parce qu'elle tend à faire croire que seul le dernier fait de la série ou le plus près du traumatisme peut être cause de responsabilité" (10) ; or cet exemple montre bien qu'au contraire, ce qualificatif est utilisé de façon purement nominale par les juges pour sanctionner leur décision, et non pour décrire un état de fait. On s'étonne d'ailleurs que les Tribunaux persistent à demander aux experts "de préciser si les lésions sont en relation certaine et DIRECTE avec l'accident" tant il est vrai que l'appréciation de ce dernier terme ne relève que de la conviction des magistrats.

b) Dans une autre espèce (11), une fillette présentait une fracture du bras gauche à la suite d'une chute en patins à roulettes par la faute d'un de ses camarades de jeu ; huit heures plus tard, le père de la jeune victime décédait d'un infarctus du myocarde que le médecin traitant rattachait à une "forte émotion". Se fondant sur l'article 1384 al. 4, la veuve demandait réparation

au père de l'enfant qui avait provoqué la chute, non seulement du préjudice subi par sa fille, mais encore des conséquences de la mort de son mari dont elle attribuait la cause à l'accident survenu à l'enfant. Le docteur ARCADIO, désigné par le tribunal de Lyon à l'effet de déterminer les causes du décès, concluait son rapport en trois points :

"1°) — le décès n'a pas été causé par l'évolution spontanée d'un état pathologique préexistant à l'accident.

2°) — Il n'a pas été causé exclusivement sous l'influence d'un choc émotionnel.

3°) — Il a été l'effet de l'action conjointe d'un choc émotionnel et d'une prédisposition pathologique (insuffisance coronarienne latente)... qui sans cette circonstance serait restée sans conséquence immédiate."

Comme dans l'affaire précédente, le préjudice final résultait donc de causes partielles, successives et concomitantes dont l'enchaînement était démontré par l'expert ; la causalité était donc certaine ; restait à savoir si elle était également directe. Mais en l'occurrence, appliquant la théorie de la "causalité adéquate", le tribunal estima que la contrariété du père "si elle a pu précipiter l'évènement en suspens n'en a pas été la cause efficiente" et jugea "sans relation directe de cause à effet" son décès avec la faute du jeune patineur. Il est clair que si, pour une raison ou pour une autre, le tribunal avait voulu retenir une relation "directe", la théorie de l' "équivalence des conditions" aurait alors été mise en avant. Avec M. DURRY, on ne peut manquer d'être frappé par la contradiction qui existe entre cette appréciation de la Cour de Lyon rejetant la causalité "et celle de la Cour de Paris qui avait admis que l'auteur d'un accident pouvait être tenu pour responsable de l'avortement de la femme de la victime" (12).

Il ne nous appartient pas de commenter les raisons de ces divergences ; leur constat suffit à montrer combien la détermination juridique de la causalité échappe à toute tentative de structuration pragmatique ; il ne peut d'ailleurs en être autrement, car la complexité des structures causales réelles est telle, que les juges sont obligés, à un certain moment, d'avoir recours à une décision de nature juridique, forcément arbitraire, pour ne pas imputer à un seul individu la "causalité de l'univers" ; et lorsqu'au contraire la science médicale est impuissante à résoudre certains problèmes étiologiques, les magistrats sont alors contraints de puiser en eux-mêmes les solutions, obligation leur étant faite de trancher les litiges ; et s'ils utilisent les théories causales ce n'est que pour "expliquer une prise de position soit à la limitation à un certain degré de retenue des faits comme cause (causalité adéquate), soit à l'admission comme cause de tous les faits qui ont concouru la réalisation du préjudice (équivalence des conditions)" (13).

En fin de compte, le juge doit juger ! C'est sans aucun doute un plat truisme, mais sûrement pas une mince affaire !

(1) arrêt FRANCK, Civ. 6 janv, 1943, D. 1945, 117 note TUNC

(2) Cass. Crim. 11 Janv. 1961, JCP 1961 IV ; 26

(3) (7) Cf. arrêt préc. 17 mai 1973, note H. MARGEAT, p. 10

(4) B. STARCK op. cit. n° 747

(5) B. STARCK op. cit. n° 264

(6) Cass. Civ. II, 6 mars 1969, Bull. civ. n° 73, p. 54

- (8) (9) Cass. crim. 24 Nov. 1965, 1966, 104
- (10) J.P. BRUNET, chron. préc. p. 76, 1^e col.
- (11) Cour d'appel de Lyon (1^e ch.) 26 juin 1973, Gaz. Pal. 1974, I, 9, note DS
- (12) G. DURRY : R.T.D.C. 1974, obs. n^o 2, p. 409.



INCIDENCES SUR LA PRATIQUE DE L'EXPERTISE.

Détermination médico-légale de la causalité.

“Dans toute étude judiciaire, il y a deux temps distincts : l’instruction et la décision. L’expert apporte des éléments capitaux pour l’instruction de l’affaire. Ses données sont même les plus importantes. Mais la décision appartient au juge” (1). Ce rôle d’informateur place l’expert dans une position beaucoup plus confortable que celle de son mandant en matière de détermination de la causalité : en effet,

— une chose est d’INFORMER, par la description circonstanciée des structures causales inhérentes aux cas d’espèce,

— une autre de DECIDER, c’est à dire en l’occurrence d’établir un réseau préférentiel au sein d’une concomitance de causes frontales, ou de rompre à tel endroit plutôt qu’à tel autre un enchaînement de causes successives.

N’ayant pas à trancher la question de l’imputabilité, l’expert devra donc s’abstenir de “manipuler” dans son rapport les notions spécifiquement juridiques que sont la qualification de “DIRECTE” ou d’ “INDIRECTE” appliquée à la causalité dont on connaît l’effet décisif sur l’obligation à réparation du défendeur, et les théories causales qui ne servent qu’aux juges, pour cautionner leur décision.

Ayant par contre à éclairer le magistrat sur la causalité matérielle, l’expert usera, en guise de critère, de ses qualités d’ “observateur scientifique” (2) à savoir :

1°) Ses connaissances médicales et plus particulièrement étiologiques, acquises par l’information de l’expérience.

2°) Sa perspicacité : l’expert doit “pressentir le fait de caractère polémique” derrière une relation causale d’apparence banale”, notamment lorsque l’interrogatoire soigneux ou l’examen complet de l’intéressé révèle des discordances ou des contradictions inapparentes au premier abord.

3°) Son objectivité : l’expert doit observer la causalité “sans idée préconçue” et se “défier des hypothèses aventureuses”, notamment lorsqu’il s’avère impossible de rattacher avec CERTITUDE à l’accident un état pathologique dont on sait pourtant qu’il peut être la conséquence d’un traumatisme (3), tel qu’une comitialité, un diabète, un cancer, une psychose, etc.... Dans ces cas litigieux, l’expert sera bien avisé d’asseoir son observation sur l’étude des sept critères de causalité médico-légale décrits par M. le Professeur SIMONIN (4) :

— 1. “Nature du traumatisme” :

Celui-ci doit être... capable par sa nature de déterminer l’affection considérée”.

— 2. “Nature de l’affection” :

... les lésions et les troubles observés doivent entrer dans la catégorie de ceux que l’observation ou l’expérience a permis de considérer comme effets possibles de l’agent traumatique...”

— 3. *"Concordance de siège :*

En principe, le traumatisme doit avoir atteint soit directement, soit par retentissement immédiat, l'organe siège de la maladie ou de la lésion"...

— 4. *"Enchaînement anatomo-clinique :*

Il est nécessaire que la maladie ou les complications traumatiques soient reliées au traumatisme par... un enchaînement anatomo-clinique."

— 5. *"Condition de temps :*

Si les blessures et les lésions sont immédiates, elles ne prêtent pas à discussion... Dans les cas où il existe une période intercalaire silencieuse plus ou moins longue, il est indispensable de s'appuyer sur des considérations pathogéniques ou cliniques, ou sur des observations cliniques antérieures"..

— 6. *"l'affection n'existait pas avant l'accident".*

— 7. *"Exclusion d'une cause étrangère à l'accident".*

La réunion des cinq premières conditions médico-légales est nécessaire et suffisante pour établir en faveur de la corrélation étiologique des "présomptions graves, précises et concordantes" ; par contre le défaut de l'une des deux dernières conditions ne permet pas de conclure au rejet de la causalité, puisque l'aggravation d'une affection préexistantes peut être en relation certaine avec le fait dommageable ; de la même façon, l'aggravation des séquelles propres au traumatisme initial par un évènement postérieur n'exclut pas l'existence d'un lien de cause à effet entre celles-ci et l'accident.

Deux observations schématiques sont citées pour montrer comment l'objectivité de l'expert peut être favorisée par l'analyse de ces conditions, dites "critères de SIMONIN".

OBS. N° 1 :

A la suite d'un accident de la circulation survenu le 13 Novembre 1971 au cours duquel il aurait perdu connaissance deux ou trois heures, un homme âgé de 50 ans présente une surdité droite évolutive qu'il ne panque pas de rattacher au traumatisme initial ; effectivement, le spécialiste consulté par la victime concluait, après intervention exploratrice pratiquée le 13 mars 1973, à une otospongiose secondaire post-traumatique confirmée par l'existence d'une fracture des branches de l'étrier et d'une perforation postéro-supérieure du tympan.

L'application des critères de SIMONIN devait permettre à l'expert commis par le T.G.I. de St-Etienne d'éviter les conclusions hâtives et subjectives que suggéraient les faits ainsi rapportés ; en effet, deux conditions n'étaient pas remplies :

— nature du traumatisme : celui-ci ne s'avérait pas capable de déterminer l'affection considérée dans la mesure ou aucun traumatisme crânien, aucune perte de connaissance, aucune otorragie n'était retrouvé lors de l'analyse du dossier (rapport de police et certificat initial).

— enchaînement anatomo-clinique : "dans l'expertise du docteur D.. pratiquée le 20 juillet 1972 il n'est fait mention d'aucun trouble de l'audition. Or, s'il y avait eu fracture des branches de l'étrier à la suite de l'accident du 13 Novembre 1971, il est certain qu'il y aurait eu une baisse de l'acuité auditive tout de suite après l'accident".

On ne pouvait donc affirmer l'existence d'une relation certaine entre les troubles auditifs et l'accident ; l'expert évoquait la possibilité d'une cause étrangère, d'une "péripétie postérieure".

OBS. n° 2.

A la suite d'un traumatisme crânien léger sans perte de connaissance survenu le 2 mai 1969, un homme jeune, de 30 ans, bien portant, plutôt sportif, développe vers la fin du mois de juillet de la même année un syndrome déficitaire hémiplégique gauche PITHIATIQUE. Pouvait-on rattacher cette grave névrose hystérique au traumatisme initial somme toute bénin ?

La discussion des critères de SIMONIN devait le permettre sans qu'aucun aspect de cette délicate corrélation étiologique ne soit négligé.

— nature du traumatisme : le traumatisme crânien était réel, avéré.

— nature de l'affection : les manifestations névrotiques post-traumatiques sont des éventualités connues, indiscutables.

— concordance de siège : la topographie du déficit moteur n'était pas incompatible avec ce que l'on observe habituellement en pareil cas.

— l'enchaînement anatomo-clinique était réalisé puisque la pseudo-paralysie apparaissait après une modification progressive et ininterrompue de l'humeur et du comportement de la victime, entrecoupée de manifestations caractérielles violentes.

— la condition de temps était respectée puisque les troubles apparaissaient dans les suites rapprochées de l'accident.

— l'affection n'existait pas avant l'accident puisque le sujet était psychologiquement sain et n'avait aucun antécédent de nature psychiatrique.

— exclusion d'une cause étrangère à l'accident : cette dernière condition était rapportée.

On ne pouvait donc exclure la relation de cause à effet, même si les experts faisaient remarquer qu'un tel tableau ne s'expliquait qu'avec la participation d'un terrain psychologique "d'une extrême fragilité".

4°) Son esprit de synthèse : du fait que le juge est seul qualifié pour apprécier si la preuve de la relation de cause à effet est, ou non, rapportée, il demande à l'expert "non pas une opinion, mais une démonstration motivée" (5) afin d'y "puiser les éléments d'une conviction raisonnée" (6). D'où l'importance de la partie "discussion" du rapport d'expertise, dont l'aptitude à éclairer le juge dépendra directement de la force discursive et dialectique de l'expert ; pour cette raison encore, l'application des "critères de SIMONIN" semble la méthode de choix car, en même temps qu'elle permet l'analyse rigoureuse du fond, elle confère à la discussion une forme claire tout en étant largement circonstanciée.

En pratique, la réponse à la question de la corrélation étiologique entre un fait et une lésion corporelle peut être :

a) simple, lorsque l'existence ou l'absence de causalité est évidente ;

b) difficile : il appartient alors à l'expert de tout mettre en oeuvre pour que surgisse la vérité scientifique.

c) impossible : s'il n'a pu se faire une conviction dans un sens ou dans l'autre, l'expert "doit fournir au juge dans son rapport une relation aussi fidèle que possible de la nature et de la consistance de ses doutes" (7) sans chercher à conclure.

D'autre part, il n'est pas rare que l'expert, tout en ayant acquis la conviction de la certitude de la causalité, estime néanmoins la relation lointaine, accessoire, ou partielle : dans ces cas, il rendra compte de son sentiment au juge, mais laissera à celui-ci le soin de dire si la causalité est "DIRECTE" ou "INDIRECTE" : répétons-le, dans le cadre de la réparation juridique du dommage corporel, ces qualificatifs sont plus "décideurs" qu' "informateurs".

(1) MARIN et LE GUEUT : "L'expertise médico-judiciaire" pp. 15 et 16.

(2) T. ORIOL et G. MURY, op. cit. p. 815 n° 5 : "les conditions de l'observation scientifique".

(3) L. COTTE et C. GARON op. cit. p. 83

(4) C. SIMONIN : "précis de médecine légale judiciaire", 3e édit. 1955, lib. MALOINE, PARIS pp. 275 à 177.

(5) C. SIMONIN op. cit. p. 37

(6 et 7) (anonyme) chron. préc. 1968, n° 14 et 26.



Mais les problèmes soulevés par la détermination qualitative de la causalité ne sont rien en comparaison de ceux qu'engendre sa détermination quantitative, lorsque plusieurs causes sont indiscutablement en relation certaine et directe avec le préjudice subi par la victime. Avant de voir quel sort est réservé aux requérants dont le dommage résulte du concours d'une affection morbide préexistante et du fait du défendeur assigné en réparation, nous envisagerons dans un troisième chapitre l'attitude de la doctrine et de la jurisprudence à l'égard de la causalité en cas de pluralité de causes.

CHAPITRE III



La pluralité des causes : détermination quantitative de la causalité.

Lorsque plusieurs faits générateurs de responsabilité sont jugés causes juridiques d'un même dommage, la logique et l'équité voudraient que la charge de la réparation soit répartie en fonction de pourcentages d'imputabilité calculés d'après la participation causale de chacun des coauteurs dans la production du dommage. Mais en pratique, peut-on procéder à un tel découpage arithmétique de la causalité ?

— "impossible" — prétendent les uns (1), — "possible et de toutes façons nécessaire" — soutiennent les autres (2) (I). Ces deux assertions contradictoires sont à la base d'une brillante polémique qui a "rempli les pages des Recueils et Revues périodiques de ces dernières années" (3) et qu'il est donc difficile de passer sous silence dans une étude consacrée à la causalité (II), même si l'actuelle position de la jurisprudence a quelque peu tempéré la fougue des rhéteurs (III).

(1) F. CHABAS

- "L'influence de la pluralité des causes sur le droit à réparation" Thèse Paris, 1967, L.G.D.J.
- "Bilan de quelques années de jurisprudence en matière de rôle causal" Dalloz 1970 p. 113
- "Fait ou faute de la victime" Dalloz 1973 p. 207

B. STARCK

- "La pluralité des causes du dommage et la responsabilité civile" J.C.P. 1970, I, 2339
- Note ss. Cass. Comm. 14 fév. 1973, Chatel ; J.C.P. 1973, II, 17450 et 17451.

(2) J. BORE

- "La causalité partielle en noir et blanc ou les deux visages de l'obligation in solidum" J.C.P. 1971, I, 2369
- "L'indemnisation pour les chances perdues : une forme d'appréciation quantitative de la causalité d'un fait dommageable" J.C.P. 1974, I, 2620
- note ss. cass. Civ. II, 23 avr. 1971 (bis) 29 mars 1971, 12 mai 1971, J.C.P. 1972, II 17086

J.P. BRUNET

- Chron. préc. 1967

H. MARGEAT

- Note ss. Poitiers, 17 déc. 1968, Gaz. Pal. 1969, I, 171

(3) J' N'GUYEN, chron. préc. 1976, p. 9

I. LES DEUX THESES EN PRESENCE.

A. LA THESE DE LA CAUSALITE INTEGRALE (1)

Pour les tenants de la causalité intégrale, thèse traditionnelle, la causalité est INDIVISIBLE. En conséquence, chacun des coauteurs ayant concouru à la réalisation d'un préjudice est tenu de le réparer en entier. Bien entendu, celui que la victime aura désigné pour payer le tout pourra, après s'être acquitté de sa dette, se retourner contre ses partenaires à l'action dommageable et

obtenir leur contribution par la vertu d'un "recours". Mais la répartition a posteriori de la charge pécuniaire s'effectue selon la gravité du fait fautif de l'homme ou du fait anormal de la chose, ou encore par "parts viriles" : en aucun cas selon la participation causale de chaque coauteur puisque, par hypothèse, c'est impossible. Certes, cette possibilité offerte à la victime de réclamer indifféremment à l'un ou l'autre des responsables l'entière réparation de son dommage la garantit de l'éventuelle insolvabilité de l'un des coauteur : il n'empêche que le principe de la réparation intégrale ne découle pas du souci de protection de la victime, mais de l'indivisibilité rationnelle et technique de la causalité. Cette indivisibilité, posée en dogme, ne souffrit aucune discussion en doctrine, aucune dérogation en jurisprudence jusqu'à l'arrêt dissident de 1951.

(1) Expression relevée dans la chronique "fait ou faute de la victime" de F. CHABAS préc.

B. LA THESE DE LA CAUSALITE PARTIELLE.

Il arrive parfois que celui qui s'est acquitté de la totalité de la dette envers la victime ne puisse exercer efficacement son "recours" lorsque le coauteur est, par exemple, un employeur — impossibilité de Droit — ou lorsque la coaction résulte d'un événement naturel, atmosphérique ou autre — impossibilité de fait — : dans ces cas, le principe de la causalité intégrale conduit à ce qu'un seul des protagonistes supporte les conséquences de l'action de tous. Lorsque ce défendeur a commis une faute, on peut tolérer que la protection de la victime s'exerce à ses dépens ; "la responsabilité de chacun ne doit pas être diminuée par la culpabilité des autres" (1) . Mais lorsqu'il n'est coupable d'aucune faute prouvée, lorsque sa responsabilité est seulement présumée en vertu de l'article 1384 al. 1er, est-il légitime de lui faire supporter la réparation totale d'un dommage qu'il n'a contribué que pour partie à causer ? (2) En 1951, la Cour de cassation devait affirmer le contraire dans le célèbre arrêt "Lamoricière" (3) qui, le premier, n'allouait aux requérants qu'une réparation partielle à la mesure du rôle causal du défendeur dans la production du dommage. Par la suite, d'autres arrêts vinrent étayer cette nouvelle jurisprudence dite de la "causalité partielle" qui coexista, non sans heurts, avec la règle traditionnelle de la causalité intégrale jusqu'au revirement des années 70. On remarque que ce système procède d'une démarche inverse de celle qui conduit au précédent : ce n'est pas la thèse de la causalité partielle qui impose le principe de la réparation partielle ; c'est au contraire le souci de ne pas accabler injustement le défendeur qui, dans certains cas, appelle la réparation partielle et partant, le partage de la causalité.

La polémique est donc centrée sur la causalité : divisible ou indivisible, avec cependant une nuance dans la finalité : pour les uns, la causalité ne peut se diviser, d'où la nécessité d'une réparation intégrale ; pour les autres, la réparation doit être, dans certains cas, partielle, d'où la nécessité de diviser la causalité.

(1) in F. CHABAS op. cit. 1967, n° 12

(2) J. BORE chron. préc. 1971

(3) Com. 19 Juin 1951 Dalloz 1951, 717 note RIPERT; S. 1952. 1. 89 note NERSON ; J.C.P. 1951 II 6426 note BECQUE
sur le sujet : B. STARCK, op. cit. n° 761 et suiv.

II. LA POLEMIQUE.

Les tenants de l'une ou l'autre thèse ont construit leur dialectique sur des arguments de valeur très inégale : si le premier, fondé sur les théories causales (A), fait "long feu", les trois autres, fondés sur l'indivisibilité rationnelle du dommage (B), sur l'impossibilité technique du partage de causalité (C) et sur le principe d' "obligation au tout" (D), sont beaucoup plus convaincants.

A. ARGUMENT FONDE SUR LES THEORIES CAUSALES.

On associe souvent : "équivalence des conditions" et "causalité intégrale" d'une part, "causalité adéquate" et "causalité partielle" d'autre part. Il s'agit en fait davantage d'inclinations naturelles que d'associations discursives, car les théories causales sont de piètres arguments, équivoques, donc dangereux.

1°) Aussi, les tenants de la *causalité intégrale* se gardent-ils bien de justifier leur thèse par l'équivalence des conditions bien qu'il soit tentant d'en tirer le faux corollaire selon lequel l'action de chaque coauteur étant une condition sans laquelle le dommage ne se serait pas produit chacun d'eux doit être réputé l'avoir causé EN ENTIER. "Cet argument" écrit M. STARCK qui est pourtant un fervent défenseur de la causalité intégrale "n'est pas convaincant car chaque auteur peut soutenir exactement la même chose ; cela prouve que chacun n'a été qu'une cause partielle du dommage, ce qui, au demeurant est évident puisque, par hypothèse, c'est la conjonction des divers faits qui a été nécessaire pour que le dommage s'ensuive" (1). Certains sont même allés jusqu'à prétendre, en jouant quelque peu sur les mots que "l'idée d'équivalence des causes conduit... à un partage égal de la dette de réparation entre les coauteurs puisque toutes les causes sont tenues pour équivalentes" (2). De sorte que si l'on devait accorder un crédit quelconque à ces déductions spécieuses, l'équivalence des conditions servirait aussi bien la "causalité partielle" que la "causalité intégrale".

2°) A l'inverse, désireux d'exploiter un net penchant de la jurisprudence pour la "causalité adéquate", des tenants de la *causalité partielle* ont soutenu que cette théorie causale accréditait leur thèse, comme si l'on pouvait proportionner la participation de chaque facteur dans la production du dommage à leur pourcentage d'adéquation respectif : c'est une erreur, car le pourcentage d'adéquation représente une probabilité d'apparition du dommage et non une quantité causale ; "en effet, la théorie de la causalité adéquate ne se propose pas de chercher si tel antécédent est cause d'une plus grande partie du dommage que tel autre : elle recherche s'il rend plus probable le dommage qu'un autre antécédent... ou ne voit pas pourquoi, de ce qu'un événement rend plus probable un résultat, il serait cause d'une plus grande partie de ce résultat" (3).

En somme, si les théories causales aident parfois à la détermination qualitative des causes, elles ne sont d'aucune utilité lorsqu'il s'agit de répartir quantitativement leurs effets (4).

(1) B. STARCK chron. préc. 1970, n° 15

(2) J. BORE chron. préc. 1972, II, A, b) 2°

(3) F. CHABAS op. cit. 1967, n° 129

(4) J. N'GUYEN chron. préc. 1976, p. 10

B. ARGUMENT FONDE SUR L'INDIVISIBILITE RATIONNELLE DU DOMMAGE.

1°) Pour les tenants de la *causalité intégrale*, c'est l'indivisibilité du dommage, et par conséquent l'impossibilité d'attribuer à chaque coauteur sa "part de lésion corporelle", qui fonde la thèse de la causalité intégrale. "Tout découpage relève de la pure hypothèse" écrit M. CHABAS, "deux assassins ne tuent pas chacun une moitié de victime !".

2°) Conscients du poids d'un tel argument, les tenants de la *causalité partielle* préfèrent déplacer le problème sur un terrain moins lourd : certes, conviennent-ils, le dommage est indivisible, mais il s'agit moins pour les juges de réparer un dommage que d'indemniser un préjudice : or l'argent, lui, se divise ! (2). D'autre part, le fractionnement des réparations ne doit pas s'effectuer au niveau de l'effet, mais au niveau de l'influence causale de chaque antécédent (3).

(1) F. CHABAS op. cit. 1967, n° 16 et pratiquement toute sa thèse !

(2) J. BORE chron. préc. 1972, II, A, b) 1°

(3) RADOUANT in J. N'GUYEN chron. préc. 1976, p. 10, note 15.

C. ARGUMENT FONDE SUR L'IMPOSSIBILITE TECHNIQUE D'UN PARTAGE DE CAUSALITE.

1°) Les tenants de la *causalité intégrale* ont toujours vigoureusement dénoncé "l'impossibilité rationnelle d'effectuer un partage de causalité suivant un pourcentage mathématiquement précis et non arbitraire" (1). Effectivement, si la reproduction expérimentale d'un accident et la quantification causale de ses paramètres est scientifiquement concevable, une telle opération est techniquement irréalisable en pratique juridique quotidienne.

2°) Mais pourquoi, demandent les tenants de la causalité partielle, le partage devrait-il "nécessairement obéir à un critère purement physique et s'interdire, sous peine de trahison, tout instrument de mesure axiologique en fonction du fait fautif de l'homme ou du caractère anormal de la chose ?" (2). Si l'on accepte cette idée d'une quantification causale axiologique, les théories de la causalité partielle et de la causalité intégrale se rapprochent dans la mesure où le partage de la charge de la réparation due à la victime entre les coauteurs s'effectue sur des critères sensiblement identiques : dès lors "la question de savoir s'il doit s'opérer a priori, dans les rapports avec la victime, ou a posteriori, dans les rapports avec les coauteurs n'est plus qu'une question de politique judiciaire à trancher en fonction de la plus ou moins grande protection que l'on entend accorder à la victime" (3).

(1) J.P. BRUNET chron. préc. 1967, p. 78

(2) J. BORE, chron. préc. 1972, II, A, 2.

(3) J. BORE, chron. préc. 1971, n° 9

D. ARGUMENT FONDE SUR LE PRINCIPE TRADITIONNEL D "OBLIGATION AU TOUT"

1°) De toutes façons, avancent en dernier ressort les tenants de la *causalité intégrale*, quels que soient les arguments qu'on puisse lui opposer, cette thèse est consacrée en Droit par le principe de l' "obligation au tout", conception traditionnelle indiscutée en doctrine et incontestée en jurisprudence jusqu'à l'arrêt "Lamoricière" qui est, en quelque sorte, hérétique : "toutes les personnes intervenues comme cause d'un dommage sont tenues de le réparer dans son intégralité" (1)

2°) Mais les tenants de la *causalité partielle*, loin de récuser l'autorité d'une telle notion sur le droit de la responsabilité civile, vont au contraire, et d'une manière fort habile, renverser complètement la situation jusqu'à montrer que la thèse de la "causalité partielle" est parfaitement compatible avec l' "obligation au tout" ! En effet, et personne ne le nie (2), un tel principe est inconcevable sans l'existence d'un "recours" de celui qui aura payé le tout contre ses coparticipants. Or, quel est le fondement de ce recours ? Si le recours s'impose au nom de l'équité, c'est que l'obligation au tout, et partant la causalité intégrale, est inique ! Mais une jurisprudence constante fonde ce recours entre coauteurs non pas sur l'équité, mais sur la "subrogation légale" (art. 1251 3°) : si le défendeur qui a payé le tout possède, contre ses coresponsables un recours, c'est parce qu'il dispose contre eux des actions qui appartenaient en propre à la victime mais qui, par la vertu de la subrogation, profitent désormais à "celui qui étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette avait intérêt à l'acquitter" (3). Or, remarquent les tenants de la causalité partielle, si chaque coauteur est tenu "avec d'autres ou pour d'autres", cela prouve : d'une part qu'il n'est pas tenu seul à l'entière réparation, d'autre part, par extension, qu'il est seulement tenu pour sa part et garant de celles des autres. Ainsi, tant que la jurisprudence fondera recours sur la subrogation, il sera possible de ne voir dans l'obligation au tout qu'une juxtaposition de dettes partielles de réparation accréditant l'idée de "causalité partielle", et non l'inéluctable corollaire de l'influence causale totale de chaque fait ; dans ces conditions, l' "obligation au tout" ne serait qu'une simple garantie accordée à la victime contre la multiplicité des procédures, l'insolvabilité de l'un des coauteurs ou la difficulté de l'actionner, garantie qui devrait s'effacer devant la réparation partielle lorsqu'elle devient illégitime : c'est à dire lorsque la victime poursuit un défendeur au seul motif, qu'elle ne dispose pas d'action contre le ou les coauteurs en Droit ou en fait (4).

Les tenants de la causalité divise sont donc pour la coexistence de la doctrine classique : causalité intégrale = réparation intégrale, qui reste la règle lorsque le défendeur est fautif, avec le principe subsidiaire : causalité partielle = réparation partielle, qui doit s'imposer lorsque le premier conduit à des solutions que l'équité réprouve. "Les réalités" écrit M. BORE, "imposent presque toujours qu'un équilibre s'établisse entre des tendances opposées, pour éviter des solutions excessives" (5). Bien sûr, les intégristes réfutent cette analyse : "ils" — les tenants de la causalité partielle — ne veulent voir dans l'obligation au tout qu'une solution d'équité et non une solution de principe, dit en substance M. CHABAS ; "ils" oublient que "chacun doit tout parce qu'il est à l'origine de tout le dommage, ce qui est un problème de causalité" (6).

(1)(2) et (3) F. CHABAS op. cit. 1967, n° 1, 76 et 95.

(3) H.L. et J. MAZEAUD et M. de JUGLART : "l'obligation in solidum" in op. cit. p. 1008

(4) et (5) J. BORE chron.préc. 1972, II, B, b) et "conclusion".

En fait cette polémique est l'expression d'un dilemme séculaire qui déchire le Droit de la Responsabilité civile : protéger au maximum les victimes sans accabler injustement l'auteur du dommage. Or il apparut que la victime était non seulement fort bien protégée, notamment par la construction jurisprudentielle de la responsabilité du "fait des choses" (1), mais qu'elle était même "trop bien armée en face des défendeurs" (2) si bien que tout naturellement, "l'excès même des mesures protectrices qui avaient été prises en sa faveur se retourna contre elle" (3) ; c'est la raison pour laquelle la théorie de la causalité partielle s'imposa pendant une vingtaine d'années à côté de l'obligation au tout, principalement dans deux cas : 1) lorsque le dommage est dû au concours du fait de la chose d'un défendeur actionné sur l'article 1384 al. 1er et du fait d'un tiers : le gardien était alors exonéré partiellement, et 2) lorsque la victime n'a pas d'action contre l'un des coauteurs : pareillement, le défendeur n'était pas tenu à la réparation intégrale.

Mais vers les années 68 - 70 (4) un revirement de la Cour de cassation rendit à l' "obligation au tout" les terrains qu'elle avait provisoirement cédés à la causalité partielle (5) en décidant : "Le gardien de la chose qui a été l'instrument d'un dommage, hors le cas où il établit un événement de force majeure totalement exonératoire, est tenu, dans ses rapports avec la victime, à réparation intégrale" (6). Désormais cette obligation s'impose "sans qu'il y ait lieu d'envisager l'éventualité d'un recours à l'égard d'un autre coauteur" (7). On revenait en somme à la loi du "Tout ou Rien" en matière de causalité, chère à M. CHABAS (8).

(1) (2) et (3) F. CHABAS op. cit. 1967, n° 4, 6 et 94.

(4) — 1968 pour F. CHABAS cf. chron. préc. 1970

— 1969 pour B. STARCK cf. op. cit. n° 824

— 1970 pour J. BORE cf. chron. préc. 1971, n° 25

(5) Cass. comm. 14 fev. 1973, Dalloz 1973, 562 note G. VINEY

(6) J. BORE chron. préc. 1971, n° 22

(7) arrêt GUEFFIER, 2 juil. 1969, J.C.P. 1971, II 16582

(8) F. CHABAS chron. préc. 1973.

III. LA SITUATION ACTUELLE.

Curieusement, le revirement de jurisprudence consacrant l'obligation au tout "a priori" a satisfait tout le monde, tenants de la causalité intégrale comme ceux de la causalité partielle ! Les premiers, ravis, constatèrent que la théorie de la causalité divise était "un édifice qui s'effondre" (1) alors qu'au contraire celui de la causalité intégrale "se reconstruit" (2). Pour les seconds, le triomphe de l'obligation au tout résulte du légitime souci d'accroître la protection de la victime, d'unifier la jurisprudence, et du fait que la dette, se divisant a posteriori, n'accable pas le responsable ; ils persistent donc à penser que l'obligation au tout n'est "point une conséquence inéluctable et aveugle de l'indivisibilité du lien de causalité, mais tout bonnement une garantie de paiement aménagée au profit de la victime" (3) et qu'ainsi, "la théorie de la causalité partielle n'a point comme on l'a dit, l'apparence d'un édifice qui s'effondre mais d'une notion vivante, concurrente de l'obligation in solidum" (4) qui trouve encore son application dans certains cas de causes plurales où un tiers (A), la nature (B), ou la victime elle-même (C) concourent avec le défendeur, à la réalisation du préjudice.

(1) B. STARCK *chron. préc.* 1970, n° 90

(2) F. CHABAS *chron. préc.* 1973

(3) et (4) J. BORE *chron. préc.* 1971, n° 3 et "conclusion".

A. CONCOURS DU FAIT D'UN TIERS.

Il est clair que la jurisprudence qui autorisait le gardien à s'exonérer partiellement de sa responsabilité de plein droit par la preuve du fait prévisible et évitable d'un tiers connu est aujourd'hui totalement abandonnée. Mais la chambre sociale en maintenant le partage a priori de l'obligation de réparation entre la Sécurité Sociale substituée à l'employeur et le tiers co-responsable de l'accident de travail, fournit aux partisans de la causalité partielle la preuve de la survivance de l'obligation divise au cas où la victime n'a pas d'action contre l'un des co-auteurs puisqu'en l'occurrence, la législation spéciale des accidents du travail interdit à la victime d'agir en Droit commun contre l'employeur (1). Par contre, les tenants de la causalité intégrale ne voient là que l'exception légale confirmant la règle générale de l'obligation au tout (2).

(1) DURRY "l'obligation in solidum et le problème de la divisibilité des causes d'un même dommage"
R.T.D.C. 1971, n° 9, p. 381.

(2) B. STARCK *op. cit.* n° 809.

B. CONCOURS DU FAIT DE LA NATURE.

Depuis le revirement, seul un fait de la nature présentant tous les caractères de la force majeure, imprévisibilité et irrésistibilité, peut exonérer le responsable : mais l'exonération est alors totale. Or, par l'arrêt CHATEL du 14 février 1973, qui admet l'exonération partielle du défendeur au motif qu'un événement atmosphérique non reconnu de force majeure entre en concours avec son fait dans la production du dommage, la chambre commerciale paraît restaurer la jurisprudence dissidente du "Lamoricière" et accrédi ter ainsi les tenants de la causalité partielle. En réalité, la portée de cet arrêt est discutable car la section commerciale de la Cour de cassation pour des raisons de pure procédure, n'avait pas à se prononcer directement sur les "mérites de l'exonération partielle" retenue par les premiers juges. D'ailleurs les termes employés dénotent "une réticence très nette à l'égard de cette solution" (1).

(1) Cass. comm. 14 fév. 1973, cf. notes préc. B. STARCK et G. VINEY

et DURRY : "n'est-il même plus nécessaire qu'un événement présente les caractéristiques de la force majeure pour pouvoir être considéré comme la cause partielle d'un dommage ?" R.T.D.C. 1973, n° 9, p. 578.

C. CONCOURS DU FAIT DE LA VICTIME.

1°) Fait fautif de la victime.

Si la victime a, par sa propre faute, contribué à la réalisation ou à l'aggravation de son dommage, le défendeur peut être partiellement exonéré. Pour les tenants de la causalité intégrale, cette exonération partielle ne résulte pas d'un partage causal et ne constitue donc pas une exception au principe du "Tout ou Rien" en matière de causalité : elle s'explique simplement par "l'idée de sanction nécessaire des fautes" (1) ; et si le partage a lieu "ab initio", c'est uniquement par souci

de commodité et de simplification (2). Mais pour les tenants de la causalité divise, l'exonération partielle du défendeur en cas de faute de la victime ne fait que confirmer leur thèse (3). De toutes façons, quelles que soient leurs motivations, les décisions de la jurisprudence sont ici concordantes ; la faute de la victime exonère partiellement le défendeur.

2°) Fait non fautif de la victime.

Par contre, le fait non fautif de la victime n'entraîne aucune exonération si le défendeur est assigné sur l'article 1382. Lorsque le défendeur est un "gardien" selon l'article 1384 al. 1er les chambres civiles de la Cour **suprême** divergent : si, par son arrêt du 31 Janvier 1973 stipulant qu'un fait non fautif de la victime ne saurait constituer une cause d'exonération partielle pour le défendeur, la 1ère chambre civile "s'insère dans le système classique auquel la jurisprudence est revenue maintenant" (4), la 11ème chambre civile continue quant à elle, d'affirmer qu'un gardien peut bénéficier d'une exonération partielle" s'il prouve que le fait de la victime n'a pas été étranger à la production du dommage" et "qu'il est indifférent que le fait ainsi retenu revête ou non un caractère fautif" (5). Ainsi la 11e chambre civile apparaît-elle "comme le dernier bastion... de la théorie de la causalité partielle" (6) qui résiste encore "aux assauts de la jurisprudence et de la doctrine contemporaine" (7). Bien sûr, cette attitude rebelle a suscité de nombreuses questions tant sur les raisons du maintien de l'exonération que sur le critère du "fait non fautif" susceptible d'exonérer le défendeur ; si les premières ont dû se satisfaire du désir "de tempérer ce que l'automatisme de l'alinéa 1er de l'article 1384 a parfois de trop rigoureux pour le gardien" (8) les secondes en revanche sont restées pratiquement sans réponse, car le critère avancé du "comportement anormal" (9) de la victime au cours de l'action dommageable est si flou, qu'entre le simple fait de s'être trouvée là où il eut mieux valu qu'elle ne soit pas au moment fatal de l'accident, et la faute qui a précipité son propre malheur, il y a place pour toutes les décisions arbitraires et abusives ; le décès d'une victime cardiaque après une simple frayeur par exemple, n'est-il pas un "comportement anormal" ?

Quoiqu'il en soit, cette résistance agace prodigieusement les intégristes qui voient là une ombre fâcheuse au triomphe de l'obligation au tout, "dogme absolu" (10) ; aussi rêvent-ils tous au jour béni qui "n'est peut être pas si loin" (11) où une chambre mixte, ou l'assemblée plénière, fera cesser, par une décision purificatrice cette "contrariété de jurisprudence" (12), cette "divergence regrettable" (13) en "contraignant la 11e chambre civile à abandonner sa position" (14)..car "il s'en faut d'un rien" pour que le bel édifice de la causalité intégrale" retrouve son harmonie et son équilibre classique" (15).

Mais en l'état actuel des choses, force est de constater que le simple fait de la victime peut exonérer partiellement un défendeur "gardien" devant la 11e chambre civile. Cet état de fait incline à penser que la tolérance doit l'emporter sur les assauts dialectiques et à conclure avec M. BORE que, pour le moment, "indivision et division causales constituent deux concepts opérationnels autour desquels s'organisent les solutions, et il serait aussi fâcheux de négliger l'un que de méconnaître l'autre" (16).

(1) et (13) B. STARCK op. cit. n° 830 et 867

(2) H.L. MAZEAUD et M. de JUGLART op. cit. n° 594 et F. CHABAS, chron. préc. 1973

(3) (5) (10) et (16) J. BORE chron. préc. 1972

(4) (12) et (15) F. CHABAS chron. préc. 1973

- (6) et (11) J. N'GUYEN chron. préc. 1976, p. 13
- (7) H.L. et J. MAZEAUD et M. de JUGLART, op. cit. lectures : "faute ou fait de la victime" p. 616
- (8) G.DURRY R.T.D.C 1972, p. 405
- (9) J. BORE chron. préc. 1971, n° 38
- (14) G.DURRY chron.préc. 1973



INCIDENCES SUR LA PRATIQUE DE L'EXPERTISE :

L'expert et le partage de causalité.

Ayant mesuré l'ampleur de cette "bataille de la causalité", on comprend l'impatience et la sévérité de la plupart des juges à l'encontre des rapports d'expertise qui proposent des pourcentages censés évaluer la participation causale d'un état pathologique préexistant et d'un accident dans la réalisation du dommage final. "Ce genre de conclusion est condamné en règle générale car il procède d'une confusion sur le rôle respectif des experts et des juges" (1).

1°) D'abord, il laisse entendre que l'état antérieur et l'accident sont, au même titre, les causes juridiques du dommage alors que seul le juge est qualifié pour apprécier si la preuve de la causalité est rapportée ou non.

2°) Ensuite, ce genre de conclusion témoigne de l'incursion de l'expert dans le domaine strictement juridique de l'imputabilité, puisqu'en attribuant des pourcentages de causalité à un fait dommageable et une cause étrangère, il répartit implicitement des responsabilités et partant, la charge de la réparation du préjudice.

3°) Enfin, il suppose une prise de position de l'expert en faveur de la thèse de la causalité divise, ce qui indispose doublement les magistrats puisqu'en s'aventurant dans une polémique doctrinale, l'expert outrepassa sa fonction d'informateur, et qu'en perpétuant le partage de la causalité, il dénie le revirement de la jurisprudence consacrant l'obligation au tout.

Il faut dire à leur décharge, qu'à force de sacrifier au rite de la fixation d'un taux d'incapacité, obtenu en retranchant du taux final l'incapacité préexistante, les experts se sont familiarisés avec le "maniement des pourcentages", de telle sorte qu'entre la soustraction des effets et la division des causes, il n'y a qu'un pas vite franchi ! D'autre part, certains tenants de la causalité partielle ne se firent pas faute de les encourager au partage (2), trouvant là un argument à l'appui de leur thèse : le calcul de l'incidence causale de chaque condition d'un dommage est possible, disent-ils, et "ne serait pas plus difficile que celui auquel se livrent quotidiennement les experts médicaux lorsqu'ils déterminent la part d'un état pathologique antérieur dans la réalisation du dommage à réparer" (3) ; on ne peut s'empêcher de penser que certains juristes se font de grosses illusions quant au bien fondé scientifique d'une telle opération.

(1) (anonyme) chron. préc. n° 27

Cass. civ. 24 Nov. 1965, Gaz. Pal. 1966, I, 293

Cass. crim. 21 janv. 1970, Bull. crim. n° 34, p. 73

Cass. civ. II, 5 avr. 1973, Gaz. Pal. 1973, I, 125

Cass. civ. II, 14 fév. 1974, Bull. civ. n° 66 p. 53

Cass. crim. 26 mars 1974, Gaz. Pal. 1974, 2, somm. p. 249

(2) NAYRAL de PUYBUSQUE et MELENNEC : "suicide, traumatisme et prédispositions" Gaz. Pal. 1975, doc. p. 722

(3) J. BORE chron. préc. 1972, II, A, b) 2e
et J.P. BRUNET, chron. préc. 1967
et H. MARGEAT, note ss. Poitiers préc.

Incompatible sur le plan juridique avec sa fonction d'informateur, incohérente sur le plan de la technique médicale proprement dite, la répartition par l'expert de pourcentages de causalité entre l'accident et l'état antérieur est surtout totalement inefficace quand il s'agit d'éclairer les juges sur la composition pathogénique du préjudice qui en résulte, tant au niveau quantitatif que qualitatif ; ce sera l'objet de notre quatrième et dernier chapitre.



CHAPITRE IV



L'état antérieur

Nous envisageons la question de l'état antérieur dans le cadre de la pluralité des causes : c'est à dire que l'on suppose rapportée la preuve de sa relation directe et certaine avec le dommage juridiquement réparable. Deux causes juridiques sont donc à l'origine du préjudice subi par la victime : son propre état morbide antérieur à l'accident, et le fait dommageable du défendeur.

Pour apprécier l'état antérieur du requérant (I) et juger de son influence sur la réparation à laquelle il a droit (II), les magistrats se réfèrent à des critères relativement simples, mais que les experts doivent savoir mettre en lumière dans leur rapport pour assumer efficacement leur fonction d'informateur.

I. LE JUGE ET LA NOTION D'ETAT ANTERIEUR.

Il est vain de vouloir recenser tous les états ou prédispositions morbides susceptibles d'influer sur les conséquences d'un fait dommageable : autant recopier l'encyclopédie médico-chirurgicale ! De même, toute tentative pour dresser un tableau synoptique des diverses modalités d'interaction entre une affection préexistante et les séquelles propres d'un accident se solde immanquablement par un fouillis hiéroglyphique et inextricable de flèches récurrentes ou ramifiées ! Aussi les magistrats ont-ils recours à des critères simples pour apprécier l'état de santé antérieur de la victime (A) et jugent-ils de son influence sur le dommage allégué en fonction de certaines constantes conjoncturelles (B).

A. APPRECIATION JURIDIQUE DE L'ETAT ANTERIEUR.

Parmi "l'ensemble des prédispositions de la victime, de ses tendances organiques, de ses tares constitutionnelles ou acquises, et aussi de ses infirmités, des maladies caractérisées ou latentes dont elle peut être atteinte" (1) il convient de distinguer l' "état antérieur" proprement dit, c'est à dire toute affection physique ou psychique antérieure à l'accident, patente ou latente, connue ou ignorée du blessé, stabilisée ou évolutive, accessible à des investigations cliniques ou paracliniques simples, de la "prédisposition" (2), sorte d'état antérieur potentiel destiné à le rester en l'absence de circonstances déclenchantes : ainsi explique-t-on, par exemple, qu'un sujet psychologiquement sain puisse présenter à la suite d'un accident une psychopathie post-traumatique parfois grave.

En outre, il faut distinguer les états préexistants qui entraînent un déficit physiologique ou une incapacité de travail susceptible d'être quantifié selon le barème en vigueur (Droit commun ou "accidents du travail") (3), de ceux qui n'altèrent en rien l'activité sociale et professionnelle de la victime (4).

Ainsi, les magistrats apprécient l'état antérieur selon trois questions en guise de critère : s'agit-il 1) d'un état antérieur incapacitant ? 2) non incapacitant ? ou 3) d'une simple prédisposition ?

- (1) P. MAZEL in C. et P. ROUSSEAU : "L'état antérieur en Droit commun" Ann. med. leg. 1963, 43, 503-519
- (2) H.L. et J. MAZEAUD op. cit. n° 1613, p. 740
- (3) (anonyme) chron. prec. 1971
- (4) R. MELLOOTTE : "les états préexistants aux accidents du travail" Dalloz 1973, chron. préc.

B. APPRECIATION JURIDIQUE DU ROLE DE L'ETAT ANTERIEUR DANS LA REALISATION DU DOMMAGE.

Si le *distinguo* "état antérieur aggravant ou aggravé" facilite l'exposé didactique des différentes situations rencontrées, il n'offre aucun intérêt lorsqu'il s'agit de délimiter l'étendue du dommage "juridiquement réparable" : vouloir indemniser l'état antérieur "aggravant" à l'exclusion de celui "aggravé", ou vice-versa, engendrerait le plus gigantesque des contentieux que le Droit n'ait jamais connu ! car la qualification d' "aggravant" ou d' "aggravé" n'est qu'une question d'optique : certes, lorsqu'un diabétique présente un phlegmon de la main à la suite d'une plaie minime, lorsqu'un éthylique meurt d'un *delirium tremens* à la suite d'une fracture banale de membre, lorsqu'un insuffisant coronarien fait un infarctus du myocarde après un traumatisme léger, etc... l'état antérieur paraît surtout "aggravant" ; mais il est aussi "aggravé" dans la mesure où les surinfections le *delirium*, l'infarctus sont des complications classiques du diabète, de l'éthylisme et de l'insuffisance coronarienne : or une maladie compliquée n'est-elle pas d'une certaine manière, aggravée ? En fait, les magistrats s'intéressent peu à la nature de l'interaction entre l'état antérieur et l'accident : il leur suffit de savoir qu'elle existe.

C'est plutôt en comparant l'état de santé du requérant avant et après, avec ou sans l'accident qu'ils apprécient le rôle de son état antérieur dans le préjudice allégué. Cette étude comparative montre que l'incapacité finale d'une victime peut être décomposée, sinon quantitativement au moins qualitativement, en un à quatre éléments morbides constants, générateurs chacun d'une part de l'incapacité totale, que les juges s'attachent à rechercher. Au maximum, on distinguera donc dans un dommage :

- a) l'incapacité préexistante à l'accident
- b) l'incapacité due aux *séquelles propres* de l'accident.
- c) l'incapacité due à l'aggravation réciproque des séquelles propres et de l'état inférieur.
- d) l'incapacité due à l'évolution qu'aurait eu l'état antérieur sans l'accident, du jour de celui-ci au jugement de condamnation.

Supposons qu'une victime réclame l'indemnisation d'un préjudice dans lequel ces quatre éléments se trouveraient réunis en parts égales : quelle sera alors l'étendue du dommage "juridiquement réparable" ? On imagine que la IIe chambre civile, dernier bastion de la causalité partielle, n'indemniserait que les séquelles propres de l'accident, soit le quart du dommage total... que la chambre criminelle, fidèle à la causalité intégrale et à l'obligation au tout, ordonnerait une réparation intégrale à l'exclusion de l'incapacité préexistante puisque "l'accident ne saurait enrichir la victime" (1), soit les trois-quarts du dommage... enfin que le jeu des diverses présomptions instaurées en matière d'accident du travail permettra à la chambre sociale d'indemniser la totalité du préjudice. Or nous allons voir qu'en réalité, malgré les divergences jurisprudentielles et la diversité des régimes de responsabilité, les juridictions saisies tendent toutes à réparer les mêmes éléments du dommage — c'est à dire : les séquelles propres de l'accident et l'aggravation réciproque, soit la moitié du préjudice total — et qu'elles s'opposent donc moins sur la fin que sur les moyens.

II. INCIDENCE DE L'ETAT ANTERIEUR SUR LA REPARATION.

Sans compter une éventuelle incapacité préexistante (A) ni les séquelles propres de l'accident, l'aggravation d'une affection antérieure stable (B) ou évolutive (C) grève parfois lourdement l'état de santé d'une victime, au point que l'auteur ou le répondant légal du fait dommageable peuvent légitimement s'inquiéter du montant de la somme "réparatrice" ! Quelle est donc l'incidence de l'état antérieur sur l'obligation à réparation du défendeur en Droit commun, ou de la Sécurité Sociale en "accident du travail" ?

A. INCIDENCE D'UNE INCAPACITE PREEXISTANTE.

"L'abolition définitive et permanente de certaines fonctions physiques, intellectuelles et psychiques" (1) d'une victime par suite d'une tare constitutionnelle ou acquise, d'une infirmité ou d'une maladie caractérisée, constitue ce que l'on appelle l' "incapacité préexistante" par référence à l'instant traumatique. Lorsque son existence est attestée par un titre de pension ou par les constatations a posteriori de l'expert commis après l'accident, faut-il la déduire de l'incapacité finale ? Bien entendu, cette question n'a de sens que si l'incapacité finale résulte sans conteste du concours de l'incapacité préexistante et de l'accident : car s'il n'existe aucune relation causale entre le fait dommageable et le préjudice allégué par la victime dû exclusivement à son état antérieur, ce dernier ne saurait être pris en charge, ni en Droit commun où le défaut de causalité empêche la naissance de l'obligation de réparation, ni en "accident du travail" puisque la présomption d'origine se trouve détruite par la preuve d' "une cause totalement étrangère au travail" (2).

1°) Droit commun.

En stipulant que "le propre de la responsabilité civile est... de replacer la victime aux dépens du responsable, dans la situation où elle se serait trouvée si l'acte dommageable n'avait pas eu lieu" (3), la Cour de cassation entend bien ne pas enrichir la victime par une sorte de "bénéfice sur l'invalidité" qui couvrirait l'incapacité préexistante ; aussi demande-t-elle à l'expert de "chiffrer le taux du déficit physiologique résultant au jour de l'examen de la différence entre la capacité antérieure... et la capacité actuelle" (4). Cette ventilation ne contrarie nullement le principe de la réparation intégrale puisque le responsable répare bien TOUT le dommage CAUSE, ni celui de la "causalité indivise" puisque l'attribution des taux ne procède pas d'une division de l'influence causale totale des facteurs du dommage, mais d'une soustraction de deux situations appréciées dans le temps ; un esprit non prévenu dénoncerait sans doute l'hypocrisie qui consiste à rejeter la division des causes et à admettre la soustraction des effets, dit en substance M. MARGEAT (5) mais entre deux opérations arbitraires, ne doit-on pas choisir la moindre ?

2°) Accidents du travail

"Lorsqu'un accident du travail entraîne l'aggravation d'un état pathologique préexistant, la TOTALITE de l'incapacité de travail en résultant doit être prise en charge au titre de la législation sur les accidents du travail" (6). Jusqu'à une époque relativement récente, ce principe traditionnel rendait la question de l'incidence d'un état antérieur sur la réparation du préjudice nulle et non avenue. Mais "la crainte d'abus excessifs" conduisit la Cour suprême à restreindre la portée de sa formule en lui ajoutant une sorte de correctif modérateur : "En cas d'accident du travail

survenu à un ouvrier atteint d'une infirmité lui occasionnant une incapacité de travail, le taux d'incapacité à prendre en considération pour le calcul de la rente est seulement celui afférent à l'incapacité qui résulte de l'accident" (7). Ainsi, la chambre sociale considère que l'incapacité préexistante doit être déduite de l'incapacité totale résiduelle, à la condition que le taux d'incapacité provenant de l'affection antérieure soit connu et fixé avec précision avant l'accident ; mais cette dernière condition serait souvent prise en défaut car, remarque M. DUPEYROUX, "il semble bien que, dans diverses espèces soumises à la Cour suprême, c'est simplement l'expert appelé à statuer sur l'état de la victime après l'accident du travail qui a mis en relief une incapacité de travail préexistante dont le taux, voire l'existence étaient jusqu'alors inconnus, pour réduire corrélativement le taux de l'incapacité attribuable à l'accident du travail" (8).

En somme, en Droit commun comme en "accident du travail", les juges ne veulent pas réparer l'incapacité préexistante ; "lorsqu'on abîme un objet déjà ébréché ou détérioré, on ne doit pas payer le prix d'un neuf" (9).

(1) COGNARD in A. LADRET op. cit. 1969, p. 83, note 98

(2) J.J. DUPEYROUX : "Sécurité Sociale" Dalloz 5e édit. 1973, n° 189

(3) H.L. et J. MAZEAUD et M. de JUGLART op. cit. n° 623, note 7

(4) (anonyme) chron. préc. 1971

(5) H. MARGEAT, note ss. Poitiers préc.

(6) Soc. 6 juil. 1961, Bull. civ. IV n° 739, p. 584

(7) Soc. 13 fév. 1964, Bull. civ. IV n° 128 p. 102

(8) J.J. DUPEYROUX : "le déclin de la présomption d'imputabilité" Dalloz, 1971, chron. 81, p. 82 2e col. et sur le même sujet :

— Ass. plén. 27 nov. 1970, Dalloz 1971, 181 concl. LINDON

— R. MELLOOTTE, chron. préc. 1973

— J.P. BRUNET chron. préc. 1967, et note ss. cass. Ass. plén. 27 nov. 1970, J.C.P. 1972, II, 17063

(9) PIRSON et VILLE in N'Guyen chron. préc. 1976, p. 21, note 3.

B. AGGRAVATION D'UN ETAT ANTERIEUR STABILISE.

Par aggravation post-traumatique d'un état antérieur stabilisé, on entend non seulement toute hausse du taux d'une incapacité préexistante torpide ou consolidée telle que l'évolution d'une raideur articulaire vers l'ankylose complète en extension par suite d'une immobilisation thérapeutique prolongée, non seulement toute perturbation d'une affection morbide antérieure non incapacitante telle que la rechute d'une lésion quiescente (ex. ulcère gastro-duodénal), le réveil d'un foyer infectieux éteint (ex. tuberculose, ostéite), la révélation d'une prédisposition (ex. psychose post-traumatique) ou d'une maladie latente qui, sans le traumatisme, ne se serait peut être jamais manifestée (ex. diabète), le déséquilibre d'un état précaire (ex. sénilité) etc... mais encore l'aggravation des suites secondaires de l'accident par l'état antérieur telle que la survenue d'escarres sucrées d'une gravité "exceptionnelle" chez un diabétique alité à la suite d'une fracture du rocher (1), ce qui est une forme de complication du diabète et partant, d'aggravation de l'état antérieur.

Cette aggravation de l'état antérieur domine parfois la scène clinique à tel point que la nature et l'étendue du préjudice qui en résulte rendent presque dérisoire l'incidence du traumatisme mis en cause : le responsable, devra-t-il réparer un tel dommage, issu moins de son fait que d'une conjoncture anormale ?

1°) Droit commun.

En Droit commun, on a vu qu'un courant jurisprudentiel admettait un partage de causalité entre le fait d'un défendeur assigné sur la base de l'article 1384 al. 1er et celui, non fautif, de la victime auquel on pourrait assimiler son état antérieur : la IIe chambre civile de la Cour de cassation, fidèle à cette tendance dite de la "causalité partielle" (2) déduirait donc du préjudice subi par la victime la part qui est imputable à son état antérieur, c'est à dire l'aggravation, et exonérerait le gardien en proportion. Le fait-elle ? NON. En effet, une telle opération ne satisferait ni le Droit puisque l'assimilation de l'état antérieur de la victime à une cause étrangère au fait du défendeur est très contestable sur un plan strictement juridique (3) , ni l'équité puisque l'appréciation "in abstracto" du dommage par référence à une victime idéalement "normale", sorte de bonus pater familias pétant de santé, conduirait les juges à priver la majorité des blessés d'une indemnisation véritablement réparatrice (4) : "car ce n'est pas une simple boutade que celle du Docteur KNOCK selon lequel tout homme bien portant est un malade qui s'ignore" dit M. STARCK (5) ; "le droit doit être secourable aux faibles et aux deshérités". Et de fait, il n'existe pas à notre connaissance d'exemples où l'on verrait des juges, ralliés à la "causalité partielle" ne réparer que les séquelles propres d'un accident appréciées "in abstracto", à l'exclusion de l'aggravation post-traumatique de l'état antérieur. Mais deux espèces réputées appliquer la causalité partielle montrent que si l'aggravation y est effectivement réparée, elle ne l'est que partiellement : d'où leur réputation.

a) Dans la 1ère espèce (6), il s'agit d'un manoeuvre âgé de 61 ans qui, à la suite d'un accident de la circulation ayant provoqué diverses fractures et un infarctus du myocarde, présente une incapacité finale de 85 p. cent, dont 15 p. cent attribuables aux séquelles propres de l'accident, et 70 p. cent à l'infarctus concrétisant l'aggravation post-traumatique d'une athérosclérose coronarienne non révélée jusqu'alors ; la stricte application du partage de causalité entre le fait du défendeur et celui de l'état antérieur assimilé à une cause étrangère aurait dû conduire les juges à n'indemniser la victime que sur la base des 15 p. cent imputables aux séquelles propres du traumatisme. Au lieu de cela, la cour de Paris ordonnait la réparation d'un préjudice équivalent à 50 p. cent, soit 15 p. cent pour les blessures consécutives à l'accident, et 35 p. cent pour l'aggravation post-traumatique de l'état antérieur : tout se passe donc comme si les juges avaient déduit des 85 p. cent d'incapacité finale une incapacité préexistante virtuelle de 35 p. cent — pourquoi 35 p. cent ? — constituée par l'athérosclérose coronarienne pourtant rigoureusement silencieuse avant la nécrose.

b) Dans une seconde espèce (7) les séquelles propres de l'accident se réduisent à un trait de fracture ischio-pubienne dont il n'est d'ailleurs pas fait mention dans le certificat initial ; par contre, l'aggravation post-traumatique de l'état antérieur se traduisant par la rechute d'une psychose dépressive ancienne apparemment guérie, fut d'une intensité telle que la victime se suicidait, 8 mois après la collision. L'incapacité afférente à l'aggravation était donc de 100 p. cent puisqu'il n'y avait pas d'invalidité préexistante mais une simple prédisposition et que les séquelles traumatiques étaient quasiment nulles ; là encore, la causalité partielle stricto-sensu ordonnait de ne tenir aucun compte de l'aggravation de l'état antérieur et partant de ne pas "réparer" le suicide ; refusant cette solution qualifiée dans l'arrêt d'inéquitable, la cour de Poitiers effectuait un partage causal au sein de l'aggravation elle-même, en transformant a posteriori un état antérieur quiescent non incapacitant en une invalidité préexistante évaluée à 60 p. cent — pourquoi 60 p. cent ? —

à déduire de l'incapacité totale.

Ces décisions semblent dictées par le souci des juges d'éviter les solutions excessives qu'engendre l'application aveugle de systèmes théoriques, incapables "d'opérer une juste balance entre deux intérêts contradictoires" (8); en l'occurrence, si la théorie de la "causalité intégrale" conduisait à une réparation excessive accablant le responsable (85 p. cent dans le 1er cas, 100 p. cent dans le 2e), la stricte application de la "causalité partielle" conduisait à une réparation insuffisante lésant la victime (15 p. cent dans le 1er cas) ou ses ayants-droit (0 p. cent dans le 2e); il fallait donc transiger au profit de l'équité, et en dépit de l'arbitraire qui ne manque pas d'entacher le partage effectué au sein de l'aggravation. Ainsi, même les décisions que l'on dit inspirées par la "causalité partielle" ordonnent la réparation du préjudice sans faire abstraction de l'état antérieur de la victime.

Néanmoins, de tels jugements ou arrêts, qui tiennent compte de l'état antérieur pour ne pas réparer la totalité de son éventuelle aggravation post-traumatique, sont exceptionnels : car le courant jurisprudentiel dominant, auquel semble se tenir la chambre criminelle de la Cour de cassation accorde au requérant la réparation de l'intégralité de l'aggravation de son état antérieur afin de le replacer dans la situation où il se serait trouvé si l'acte dommageable n'avait pas eu lieu" (on rappelle que l'on envisage le cas d'un état antérieur stable, non évolutif.).

2°) Accident du travail.

Il en va de même en "accident du travail" où de nombreux arrêts de la Cour suprême stipulent que la totalité de l'incapacité résultant de l'aggravation d'un état pathologique préexistant doit être prise en charge au titre de la législation sus nommée (9), à l'exclusion bien sûr de l'invalidité antérieure qu'entraînait éventuellement cet état (10). Et la chambre sociale n'admet aucun partage de causalité au sein de cette aggravation, au moins jusqu'à la date de consolidation.

(1) TC Seine, 21 Juin 1956, Gaz. Pal. 1956, 2, p. 350

(2) G.DURRY chron. préc. 1971, n° 22, et J. N'GUYEN chron. préc. 1976, p. 4

(3) J. N'GUYEN chron. préc. 1976 p. 13, paragraphe 2

(4) DEJEAN DE LA BATIE "appréciation in abstracto et appréciation in concreto" Thèse Paris 1965, n° 337 et suiv.

(5) B. STARCK op. cit. n° 864

(6) C.A. Paris (12e ch.) 23 avril 1971

(7) Cour de Poitiers, 17 dec. 1968, Gaz. Pal. 1969, 1, 181, Sur le sujet :

— H. MARGEAT note ss. Poitiers préc.

— NAYRAL de PUYBUSQUE : "Prédisposition de la victime et partage de responsabilité" Gaz. Pal. 18 juin 1969 Doct.

— G.DURRY: "la prédisposition de la victime doit-elle influencer sur l'étendue de son droit à réparation" ? R.T.D.C. 1969, n° 24, p. 794

(8) J. N'GUYEN chron. préc. 1976, p. 5

(9) 5 mars 1964, Dalloz, 1964, 681, note MEURISSE, Bull. civ. IV n° 208, p. 169

(10) 10 fév. 1966, Bull. civ. IV n° 168, p. 142.

C. AGGRAVATION D'UN ETAT ANTERIEUR EVOLUTIF.

L'aggravation post-traumatique d'un état antérieur évolutif est ambiguë puisqu'elle recouvre à la fois l'aggravation spontanée indépendante de l'accident, liée à l'évolution propre de l'affection en cours, et l'aggravation consécutive au traumatisme, se traduisant par une poussée de la maladie à un degré de gravité supérieur, une accélération du processus pathologique, ou encore par la révélation prématurée d'un état morbide latent mais inéluctable, évoluant à bas bruit. Là encore, l'attitude des juridictions est dictée par le souci de réparer l'intégralité du préjudice "sans toutefois le dépasser" (1).

1°) Droit commun.

En imposant "de replacer la victime dans la situation où elle se serait trouvée si l'acte dommageable n'avait pas eu lieu" (2), le principe directeur de l'évaluation du préjudice signifie clairement qu'il convient de déduire du dommage la part afférente à l'évolution propre du processus morbide antérieur depuis le jour de l'accident. Selon les juridictions saisies, l'opération s'effectue soit au niveau de la détermination du dommage juridiquement réparable par un partage de causalité, soit au niveau de son évaluation "in concreto" : il est alors tenu compte de l'évolutivité de l'état antérieur dans le calcul des dommages-intérêts pour en modérer éventuellement le montant (3).

a) Les tenants de la causalité partielle n'hésitent pas à découper le préjudice en "tranches d'incapacité", attribuant, par exemple (4) : 15 p. cent aux séquelles propres d'un accident représentées par un syndrome post-commotionnel banal et 35 p. cent à l'aggravation d'un état antérieur évolutif, répartis en 10 p. cent pour la poussée évolutive post-traumatique d'un adénome hypophysaire et 25 p. cent pour l'évolution spontanée de la tumeur, laquelle n'entraînait aucune incapacité avant l'accident : en l'occurrence le responsable ne fut condamné qu'à la réparation partielle (15 p. cent plus 10 p. cent) de l'incapacité finale (50 p. cent), à l'exclusion donc de l'aggravation liée à l'évolution normale de l'état antérieur (25 p. cent).

b) Mais la jurisprudence dominante, qui répugne au partage de causalité, préfère affirmer en pareil cas que le défendeur est tenu à la réparation intégrale du préjudice, sauf à prétendre que celui-ci doit "être apprécié en tenant compte de la gravité de la tumeur.. dont était atteinte la victime" : ainsi les juges ont-ils justifiés la réduction de l'indemnisation accordée aux ayants-droit d'une victime décédée 23 jours après un accident, lequel n'avait fait que révéler et accélérer le processus évolutif d'une tumeur maligne spontanément mortelle (5) ; le principe en la matière est posé par un arrêt de la Cour de Paris : "l'on doit tenir compte des prédispositions pathologiques susceptibles de diminuer à bref délai la valeur représentée par la victime" (6) ; en d'autres termes, le juge doit moduler la réparation en fonction de la pente d'évolutivité de l'état antérieur, et de son incidence sur l'avenir socio-économique de la victime.

Au total, que la réparation soit partagée a priori ou diminuée a posteriori, les juridictions se rejoignent sur le plan des résultats : un défendeur ne doit pas être condamné à réparer ce qui, de toutes façons, se serait produit sans lui.

2°) Accident du travail.

Soucieuse de limiter dans le temps la portée des présomptions instaurées en faveur des victimes d'accidents du travail afin d'éviter les prises en charge abusive, la chambre sociale devait

rappeler dans un arrêt du 6 mai 1965 (7) que si "l'aggravation due entièrement à un accident du travail d'un état pathologique antérieur n'occasionnant auparavant aucune incapacité doit être indemnisée en sa totalité au titre accident du travail, il en est différemment d'une aggravation postérieure imputée pour partie à un accident du travail et pour partie à une autre cause, notamment à l'évolution normale d'un état pathologique préexistant".

Mais, remarque M. DUPEYROUX (8), nombreuses sont les espèces où "l'idée d'aggravation postérieure est émoussée au point d'être pratiquement éliminée. C'est le cas de l'arrêt du 9 Juillet 1969 (9) : un accident du travail survenu le 8 juin 1962 provoque un lumbago d'effort qu'aggrave une arthrose bilatérale préexistante ; six mois plus tard, l'état de la victime étant considéré comme consolidé, se pose, pour la première fois semble-t-il le problème du calcul de l'incapacité de travail qui doit être prise en charge au titre des accidents du travail. L'expert conclut que l'incapacité dont la victime est atteinte, incapacité qu'il évalue à 25 p. cent., est constituée par les séquelles du lumbago, celui-ci ayant rendu douloureux un état constitutionnel antérieur qui, toutefois, le serait probablement devenu spontanément plus tard. La commission technique nationale réduit alors le taux réparable au titre des accidents du travail à 18 p. cent, le surplus étant dû, selon elle, à l'évolution de l'état pathologique préexistant : la Cour suprême approuve le principe de cette ventilation" (10).

De telle sorte que la législation des accidents du travail rejoindrait sur ce plan le Droit commun : la victime n'est indemnisée que dans la mesure de l'aggravation de son état imputable à l'accident, à l'exclusion des conséquences d'une évolution normale de son état antérieur.

(1) Cass. crim. 1er dec. 1953, Bull. crim. n° 316, p. 555

(2) Cass. civ. II, 28 oct. 1954, Gaz. pal. 1955, 1, 10.

(3) Sur ce sujet, cf. N'GUYEN chron. préc. 1976

(4) 12 juin 1969, Bull. civ. II, n° 204. p. 147

(5) Cass. civ. II, 28 nov. 1974, D. 1975, inf. rap. 35

(6) Paris, 30 oct. 1940, Gaz. pal. 1940, 2, 253

(7) Soc. 6 mai 1965, Bull. civ. IV n° 370, p. 308

(8) J.J. DUPEYROUX, chron. préc. 1971, p. 83

(9) Soc. 9 juillet 1969, Bull. civ. V n° 485, p. 405

(10) Cf. Ass. Plén. 27 nov. 1970 préc.

En somme, ainsi que nous l'avions laissé entendre, dans l'hypothèse d'une incapacité totale de 100 p. cent, répartie idéalement comme suit :

- a) 25 p. cent pour l'incapacité préexistante,
- b) 25 p. cent pour les séquelles propres de l'accident,
- c) 25 p. cent pour l'aggravation de l'état antérieur,
- d) 25 p. cent pour l'évolution "normale" de l'état antérieur, toutes les juridictions, civiles ou sociales, tendraient à réparer 50 p. cent d'un tel dommage (b + c), à l'exclusion de ce qui existait avant l'accident (a) et de ce qui aurait existé sans lui (d).

Il nous faudrait maintenant envisager l'aggravation des conséquences du fait dommageable par suite du concours, non plus d'un état antérieur, mais d'un évènement postérieur à l'accident, tel que la survenue d'un deuxième accident, d'une maladie intercurrente, d'une faute diagnostique ou thérapeutique, etc... Mais de telles situations ne présentent aucune originalité juridique quant aux solutions requises ; en effet, lorsque l'aggravation postérieure est due au fait d'un tiers, de la nature ou de la victime elle-même, il s'agit d'un problème d'imputabilité qui se règle, dans le cadre de la pluralité des causes, en fonction de la position en matière de "cause étrangère" de la juridiction saisie : actuellement, la jurisprudence dominante applique l'obligation au tout.

Lorsque l'aggravation résulte d'une affection morbide intercurrente qui ne met en cause aucune tierce responsabilité, il suffit de recentrer l'ensemble du problème au début de l'incidence de ladite affection sur les séquelles de l'accident, lesquelles jouent alors le rôle de l'incapacité préexistante dont il importe de déterminer l'évolutivité, et d'inverser les solutions en ne réparant que cette dernière à l'exception des séquelles propres de la maladie intercurrente et de l'aggravation de celles consécutives au traumatisme initial (1).

(1) V. cass. crim. 24 nov. 1965, Dalloz, 1966, p. 104.



INCIDENCES SUR LA PRATIQUE DE L'EXPERTISE

L'expert et l'état antérieur.

A proscrire donc la méthode qui consiste à découper le dommage en deux portions plus ou moins grosses d'"accident" et d'"état antérieur", non que l'arbitraire d'une telle opération soit particulièrement intolérable, mais parcequ'elle n'est d'aucune espèce d'utilité pour le juge.

Abandonnant cette solution de facilité, l'expert conduira son analyse de l'interaction état antérieur—accident en usant des pertinents conseils de M. le Professeur MAZEL dont le célèbre "trptyque" reste la méthode de base en la matière (1) :

- 1. Quelle aurait été l'évolution de l'état antérieur sans la survenance de l'accident ;
- 2. Comment les séquelles de l'accident auraient évoluées sans l'existence de l'état antérieur ;
- 3. Quelle a été l'évolution du complexe état antérieur—accident ;

mais certaines nuances de présentation paraissent devoir mieux éclairer le juge et faciliter sa tâche : ainsi l'expert sera bien inspiré 1^o) en recherchant l'existence d'un état antérieur, 2^o) en appréciant les séquelles traumatiques propres de l'accident, 3^o) en analysant l'interaction de celles-ci avec l'état antérieur et 4^o) en déterminant le degré d'évolutivité de ce dernier en l'absence du fait dommageable.

1^o) Recherche de l'état antérieur.

" L'expert doit rechercher nécessairement, quel que soit le libellé de sa mission, s'il existe un état antérieur" (2) par l'interrogatoire de la victime, l'examen clinique complet, la collecte des ordonnances, certificats, dossiers médicaux, le recours éventuel aux examens complémentaires ou au spécialiste. A la fin de ce temps essentiel de l'expertise médico-légale, le médecin pourra donc se prononcer sur l'absence ou l'existence d'un état antérieur. Dans l'éventualité de son existence, l'expert devra préciser s'il s'agit ;

a) d'une simple *prédisposition*,

b) d'un *état antérieur non incapacitant* : dans ce cas, était-il connu ? a-t-il été révélé, ou simplement extériorisé par le traumatisme ?

c) d'une véritable *incapacité préexistante* : il devra alors la chiffrer, si ce n'est déjà fait, et apprécier son retentissement sur la vie professionnelle, sociale, et familiale de l'intéressé. Enfin l'expert dira si les séquelles globales de l'accident sont totalement étrangères aux éléments constitutifs de l'état antérieur ou s'il existe au contraire une interférence : il conduira cette appréciation qualitative de la causalité en s'aidant des critères précités du Professeur SIMONIN, sans oublier que la décision de la ratification ou de rejet de son existence appartient au juge (3).

Là encore, deux observations nous montrerons comment l'objectivité de l'expert peut être renforcée par l'application de ces critères.

OBS. N° 1.

Une femme de 36 ans, aux antécédents lombaires certains puisqu'elle avait été hospitalisée 13 jours en 1964 pour une sciatique droite, est victime le 18 mai 1970 d'un accident de la circulation au cours duquel sa voiture, dont elle s'apprêtait à descendre, est heurtée à l'arrière par un autre véhicule, sans que le choc soit très important. Par la suite, elle ne cesse de se plaindre des "reins" ; effectivement, elle est opérée le 7 juillet 1970 à l'hôpital Neurologique de LYON pour hernie discale L4-L5 droite et discopathie L5-S1 droite. Se posait alors la question de l'éventuelle aggravation d'un état antérieur stable, non incapacitant par un traumatisme léger.

“Pour discuter la relation de causalité et lui enlever tout caractère subjectif”, l’expert commis reprenait les conditions médico-légales de SIMONIN et constatait que 4 d’entre elles n’étaient pas remplies.

— nature du traumatisme : s’il était possible de penser que l’accident, tel que le décrivait la victime ait pu lui causer des douleurs lombaires, l’expert n’avait pas la preuve que cet accident ait effectivement provoqué un traumatisme lombaire.

— l’enchaînement anatomo-clinique n’était pas établi puisqu’un délai de 25 jours séparait l’accident du premier certificat médical attestant les troubles lombalgiques.

— l’affection n’existait pas avant l’accident : cette condition n’était pas remplie puisqu’il existait au contraire une fragilité discale préexistante incontestable ; mais cela n’éliminait pas la possibilité de son aggravation par le traumatisme mis en cause.

— exclusion d’une cause étrangère à l’accident : l’expert estimait qu’au cours des 25 jours précédant la première consultation de nombreux événements, autres que l’accident, avaient pu aggraver l’état préexistant, notamment certains voyages en voiture effectués par la victime, ainsi que certaines conditions de travail liées à sa profession, et qu’ainsi l’on ne pouvait éliminer l’éventualité d’une cause étrangère.

L’expert concluait donc à l’impossibilité d’admettre avec certitude le rôle de l’accident dans l’aggravation des lésions discales antérieures, “bien que l’éventualité n’en soit pas exclue” : le doute s’imposait.

OBS. N° 2.

A la suite d’un accident du travail ayant entraîné le 9 avril 1971 un traumatisme crânien avec perte de connaissance de 5 minutes, un jeune homme de 17 ans voyait réapparaître début mai, un asthme qui avait totalement disparu depuis 1967. Là encore, se posait la question de l’aggravation d’un état antérieur quiescent consistant en une rechute d’une maladie asthmatique ancienne. L’expert, nanti de deux avis spécialisés divergents, discutait la relation selon la méthode préconisée par SIMONIN.

— nature du traumatisme : celui-ci était avéré.

— nature de l’affection : la recrudescence post-traumatique d’une maladie asthmatique est une éventualité connue, qui s’explique par la “sensibilité” de l’asthme au déséquilibre neuro-psychique passager que ne manque pas d’induire un accident.

— concordance de siège : cette condition est ici accessoire puisque l’affection emprunte les “voies” du système neuro-végétatif.

— l’enchaînement anatomo-clinique était réalisé puisque, si les crises franches ne réapparaissent qu’en juin, la victime présentait un état de dyspnée légère permanente dès le début du mois de mai.

— la condition de temps était remplie.

— l’affection n’existait pas avant l’accident : l’affection existait au contraire ; cela prouvait simplement que l’accident n’avait pas créé la maladie asthmatique mais n’éliminait pas l’éventualité de son aggravation post-traumatique.

— *exclusion d'une cause étrangère : certes d'autres facteurs intervenaient pour provoquer la réapparition de l'asthme, "en particulier une sensibilité au pollen propre à la saison des mois de mai et juin", mais on ne pourrait écarter le fait que le traumatisme avait peut être élevé le seuil de cette sensibilité allergique.*

Bien qu'accessoire, la relation entre l'accident et l'aggravation de l'état antérieur s'avérait donc certaine.

Même s'il acquiert la conviction que la causalité est absente ou douteuse, l'expert ne négligera pas pour autant de développer dans son rapport les points suivants, sachant que les juges ne sont pas obligés de se rallier à son opinion et qu'ils peuvent avoir besoin d'autres éléments d'appréciation.

2°) Appréciation des séquelles propres de l'accident :

L'expert exposera la nature, l'étendue et l'évolution des lésions traumatiques spécifiques de l'accident, s'il y en a, en faisant abstraction de l'état antérieur.

3°) Appréciation de l'aggravation :

ensuite il étudiera le complexe état antérieur - accident, délimitant l'éventuelle aggravation réciproque résultant de l'interaction de ces deux causes dommageables (4) ; il précisera, bien que les magistrats n'en tirent guère de renseignement au plan de la réparation, si l'aggravation concerne davantage les séquelles propres de l'accident ou l'état antérieur lui-même.

4°) Appréciation de l'évolutivité de l'état antérieur :

enfin, l'expert dira si l'état antérieur était, au jour de l'accident, stable ou évolutif : dans ce dernier cas, il tentera d'évaluer le degré de la pente d'évolutivité de l'état antérieur en conjecturant sur l'évolution qu'aurait suivi celui-ci en l'absence de l'évènement accidentel, bien que la conjecture en la matière soit scientifiquement déraisonnable — "la science médicale... ne permettra jamais de fixer avec précision, pour chaque individu pris isolément, l'évolution de l'état antérieur dont il est porteur" — et inhumaine dans la mesure où elle fixe une perspective schématique, excluant tout espoir d'amélioration spontanée. A ce sujet, certains juristes ont proposé que l'expert utilise un "standard d'appréciation" : "au lieu de dire que telle personne, déjà atteinte de telle affection, devrait décéder à telle date, l'expert se bornerait à dire que, d'après les constatations faites et les idées reçues dans le milieu médical, une personne présentant tel état antérieur verrait cet état évoluer de telle manière, pendant tant de temps, à l'expiration de quoi il en résulterait en principe telles conséquences" (5).

Sauf à "chiffrer le taux du déficit physiologique résultant au jour de l'examen de la différence entre la capacité antérieure... et la capacité actuelle" (6), le médecin expert se gardera d'attribuer des pourcentages de participation à ces divers éléments du dommage : au juge, désormais en toute connaissance des causes et des effets, de juger.

(1) MAZEL "Etat antérieur et accidents" Journal de médecine de Lyon 1929, IX, 733-743.

et ROCHE et RAYNAUD "L'appréciation du dommage corporel dans le cadre du droit commun" MASSON et Cie 1960, pp 51 et 52.

- (2) Cf. C et P. ROUSSEAU : "L'état antérieur en Droit commun" Ann. méd. lég. 1963, 43, 503-519
J.P. BRUNET : "L'état antérieur et réparation d'un traumatisme" Bull. méd. lég. 1968, 11, 72-99
- (3) ROUSSEAU "Preuve du lien de causalité entre l'accident et les troubles allégués. Rôle de l'expert"
Rev. Fra. Dom. corp. 1976, t.2 n° 4, p. 357
- (4) Cf. supra chap. IV II B
- (5) et (6) : (anonyme) chron. préc. 1971.



CONCLUSIONS

Dans l'une de ses récentes observations, l'éminent juriste G. DURRY évoquait la "fascination" que semble exercer la causalité sur ses pairs. A défaut de fasciner les médecins experts sur le même sujet, nous avons voulu leur montrer quelle est la juste envergure de cette vaste notion que l'on ne saurait limiter aux seuls problèmes de corrélation étiologique, quels desseins, quelles règles, quels critères ou systèmes juridiques président à sa détermination, quels effets en découlent sur la réparation d'un dommage corporel : car seule une parfaite connaissance du contexte juridique permet à un expert judiciaire d'acquiescer l'humilité nécessaire à ne plus être un thérapeute qui décide mais un technicien qui informe, et de collaborer véritablement avec le magistrat, car "pour collaborer", écrit M. LE GUEUT, "il faut s'entendre, et pour s'entendre, il faut se connaître". En pratique, l'expert rendra compte d'une corrélation étiologique en respectant les exigences juridiques liées à la notion de causalité et en ayant le souci d'éclairer le juge sans se substituer à lui.

1^o/ "... Préciser si les lésions sont bien en relation directe et certaine avec l'accident". Bien que le libellé de cette question invite au laconisme, l'expert s'abstiendra d'y répondre brièvement afin de ne pas obliger le magistrat par un avis en forme de sentence. Du fait qu'il est seul qualifié pour apprécier si la preuve de la causalité est ou n'est pas rapportée, le juge sollicite le médecin, non pour recueillir son avis, mais pour asseoir sa propre opinion sur une argumentation technique circonstanciée ne sacrifiant pas la réalité à l'apparence sous prétexte de concision : en la matière la concision n'est pas une vertu.

2^o/ Si, malgré tous ses efforts, il s'avère impossible d'établir avec certitude l'existence ou l'absence d'une corrélation étiologique, l'expert n'oubliera pas que le juge, non lié par son avis, peut transformer le doute en certitude selon son intime conviction ou selon certaines considérations de Droit ou de fait, qu'échappent à la fonction de l'expert ; celui-ci discutera donc largement son "doute" en s'appuyant sur la littérature médicale et les critères proposés par M. le Professeur SIMONIN, et se gardera de conclure en faveur ou aux dépens de la victime, sachant que le bénéfice du doute obéit à des règles juridiques très précises.

3^o/ Il arrive fréquemment qu'une relation de cause à effet entre un accident et une lésion corporelle, tout en étant "certaine", apparaisse néanmoins très "lointaine", ou "accessoire", ou "partielle". Dans ce cas, l'expert fera part de ses constatations en usant de ces adjectifs, et évitera de recourir aux qualificatifs de "DIRECT" ou "INDIRECT" dont on a vu le sens très particulier que leur confèrent les magistrats, sans rapport avec l'usage courant.

4^o/ Le même respect prudent d'une terminologie qui ne leur est guère familière conduira les médecins à se méfier du mot "imputabilité" qui recouvre une notion spécifiquement juridique à laquelle ils n'ont pas accès puisqu'elle vise la relation qui unit un dommage au critère générateur de responsabilité, lequel peut être, selon le régime considéré, une faute, le comportement anormal d'une chose, ou le "travail".

5^o/ Enfin l'expert recherchera toujours si un état pathologique antérieur de la victime concourt ou non avec l'accident à la réalisation de son préjudice, et aura soin de mettre en évidence les éléments que recherchent systématiquement en pareil cas les juges pour statuer sur la réparation, à savoir :

- a) L'état antérieur proprement dit, qui peut être :
 - soit une prédisposition,
 - soit un état antérieur non incapacitant,
 - soit une incapacité préexistante, à chiffrer.

- b) Les séquelles propres de l'accident ;
- c) L'aggravation éventuelle de l'état antérieur par l'accident ou vice-versa ;
- d) L'évolutivité propre de l'état antérieur, si celui-ci est évolutif.

Il s'abstiendra par contre d'attribuer des pourcentages de causalité censés évaluer la part de l'état antérieur et de l'accident dans le dommage allégué : nous pensons qu'un tel partage ne présente aucun intérêt pour le juge, qu'il est en outre incompatible avec la rigueur scientifique, et qu'enfin, il vaut mieux que l'expert ne remue pas les cendres encore chaudes d'une célèbre polémique juridique.

Le Président de la Thèse :

L. ROCHE

Vu et Permis d'Imprimer

LYON, le 9 Novembre 1977

Vu, Le Directeur de
l'U.E.R. GRANGE-BLANCHE,

B. SALLE

Le Président de l'Université Claude Bernard
Président du Comité de Coordination
des Etudes Médicales,

D. GERMAIN

BIBLIOGRAPHIE.

(Anonyme)

- "Considérations générales sur l'expertise et la réparation juridique du dommage corporel".
Gaz. Pal. 1968, I, 13.
- "Préjudice corporel, analyse des séquelles indemnisables".
Gaz. Pal. 1971, II, 413.
- "L'expertise médicale et la réparation du dommage corporel".
Gaz. Pal. 1973, I, 45.

BENOIT (F.)

- "Essai sur les conditions de la responsabilité en Droit public et privé (problèmes de causalité et d'imputabilité)".
J.C.P. 1957, 1351.

BERAUD (R.)

- Note ss. TGI Marseille, 12 Mars 1964 ; J.C.P. 1964, II, 13684

BORE (J.)

- "La causalité partielle en noir et blanc ou les deux visages de l'obligation in solidum".
J.C.P. 1971, I, 2369
- "L'indemnisation pour les chances perdues : une forme d'appréciation quantitative de la causalité d'un fait dommageable".
J.C.P. 1974, I, 2620.
- Note ss. Cass. civ. II, 23 Avril 1971 (bis), 29 Mars 1971, 12 Mai 1971 ;
J.C.P. 1972, II, 17086.

BROUSSEAU (S.)

- Note ss. Cass. civ. II, 21 Novembre 1973 ;
J.C.P. 1974, II, 17897.

BRUNET (J.P.)

- "Contribution à l'étude de la notion et des possibilités du partage de causalité".
Gaz. Pal. 1967, II, p. 74
- "Etat antérieur et réparation d'un traumatisme".
Bull. Méd. Lég. 1968, 11, 73-99.
- Note ss. Cass. Ass. Plén. 27 Novembre 1970,
J.C.P. 1972, II, 17063.
- Note ss. Cass. Soc. 28 Octobre 1975, Dalloz 1977, 160.

BRUNET, ROCHE, VEDRINNE et A.M. FERRY

- "L'expertise médicale en sécurité sociale".
Coll. Méd. Lég. 1967, Masson et Cie, Ed.

CARBONNIER (J.)

- Traité de "Droit Civil - Obligations".
t. 2, 1957, "Themis", P.U.F.

CAZAC (G.)

- "L'expertise technique en matière de Sécurité sociale".
CONCOURS MEDICAL, 2 Octobre 1971, n° 40.
- "L'expertise médicale judiciaire ne s'impose pas aux juges".
CONCOURS MEDICAL, 15 Novembre 1975, n° 40.

CHABAS (F.)

- "L'influence de la pluralité des causes sur le Droit à réparation".
Thèse Droit, Paris, 1967, L.G.D.J.
- "Bilan de quelques années de jurisprudence en matière de rôle causal".
Dalloz. 1970, p. 113.
- "Fait ou faute de la victime".
Dalloz. 1973, p. 207.

COTTE et C. GARON

- "Réparation des accidents du travail, aspects médico-légaux".
Coll. Méd. Lég. 1964, Masson et Cie, Ed.

COTTE, MARIN, REYNAUD et L. ROCHE

- "Particularités de l'expertise médico-légale en Droit commun".
Ann. Méd. Lég. 1959, p. 488

DEJEAN DE LA BATIE (N.)

- "Appréciation in abstracto et appréciation in concreto".
Thèse Droit, Paris, 1965.
- Note ss. Cass. civ. II, 20 Décembre 1972 ;
J.C.P. 1973, II, 17541.

DUPEYROUX (J.J.)

- "Sécurité Sociale". Précis Dalloz, 5e Edit. 1973.
- "Le déclin de la présomption d'imputabilité".
Dalloz 1971, Chron. 81.

DURRY (G.)

- Obs. Rev. Trim. Dr. Civ. 1967, n° 17, p. 835
- - - - - 1969, n° 15, p. 786
- - - - - 1969, n° 24, p. 794
- - - - - 1970, n° 3, p. 174

obs.	Rev.	Trim.	Dr.	Civ.	1971, n ^o 9, p. 384
-	-	-	-	-	1971, n ^o 22, p. 657
-	-	-	-	-	1972, p. 405
-	-	-	-	-	1973, n ^o 8, p. 576
-	-	-	-	-	1974, n ^o 2, p. 409
-	-	-	-	-	1974, n ^o 12, p. 423
-	-	-	-	-	1977, n ^o 3, p. 326

ESMEIN (P.)

- "Le nez de Cléopâtre ou les affres de la causalité".
Dalloz, 1964, Chron. 205.

FAVIER

- "La relation de cause à effet dans la responsabilité quasi-délictuelle".
Thèse Droit, Dactyl. Paris 1951.

GOMBAULT (A.)

- "Expertise judiciaire en matière civile ; une récente et importante réforme".
CONCOURS MEDICAL, 20 Avril 1974, n^o 16.

LADRET (A.)

- "Etude critique des méthodes d'évaluation du préjudice corporel".
Paris, 1969, L.G.D.J.

LEROY (M.)

- "L'évaluation du préjudice corporel".
6e Edit. 1974, E. techniques.

LE GUEUT (J.)

- "Point de vue d'un magistrat sur l'expertise médicale en Droit commun".
Société de médecine légale, séance du 9 Mars 1959 à LYON.
Annales de médecine légale, 1959, 39, p. 481.

LE GUEUT, ROCHE, REYNAUD et L. DALIGAND

- "La réparation du dommage corporel en Droit commun".
Collection de médecine légale et de Toxicologie médicale. 1973, Masson et Cie, Ed.

LE GUEUT et MARIN (A.)

- "L'expertise médico judiciaire".
Masson et Cie. Ed.

LE GUEUT, NERSON et ROCHE (L.)

- "Observations sur l'évaluation du préjudice corporel"
Recueil Dalloz, 1962, chron. 185.

LINDON

- Concl. Ass. Plén. 27 Novembre 1970, Dalloz 1971, 181.

MARGEAT (H.)

- “Le doute sur l'imputabilité du décès ou des blessures à un traumatisme”.
Ann. Méd. Lég. 1964, 44, 5-11
- Note ss. Paris (12^e ch.), 12 décembre 1965, act. jur. 14 février 1966.
- Note ss. Poitiers, 17 décembre 1968, Gaz. Pal. 1969, I, 171
- Note ss. Cass. civ. II, 14 décembre 1972, Gaz. Pal. 1974
- Note ss. T.G.I. Havre, 1^{er} mars 1974, Gaz. Pal. 1974, 617
- “Notions de doctrine à partir de notes.”
Rev. Fra. Dom. Corp. 1975, t.1, n^o 1, p. 53

MAZEAUD (H., L., et J.)

- “Traité théorique et pratique de la responsabilité civile”
t. 2 6^e Edit. 1970, Montchrestien.

MAZEAUD et DE JUGLART (M.)

- “Leçon de Droit Civil”.
t. 2, 5^e Edit. 1973, Montchrestien.

MAZEL (P.)

- “Etat antérieur et accidents”.
Journal de médecine de LYON 1929, IX, 733-743

MELLOTTEE (R.)

- “Les états préexistants aux accidents de travail”.
Dalloz 1973, chron. 173

N'GUYEN THANH NHA (J.)

- “L'influence des prédispositions de la victime sur l'obligation à réparation du défendeur à l'action en responsabilité”.
Rev. Trim. Dr. Civ. 1976.

ORIOLE et MURY

- “Traité de philosophie. La connaissance”
1968, Lib. Didier

PUYBUSQUE (Nayral de)

- “Prédispositions de la victime et partage de responsabilité”.
Gaz. Pal. 1969, II, Doct. 1

PUYBUSQUE et MELENNEC

- “Suicide, traumatisme et prédispositions”.
J.C.P. 1975, II, 18063

ROBERT (A.)

- “Le lien de causalité dans la responsabilité civile”.
Thèse Droit, Dactyl. LYON 1948

ROCHE ET REYNAUD

- “L’appréciation du dommage corporel dans le cadre du Droit commun”
Colloq. Méd. Lég., Masson et Cie. 1960

ROUSSEAU (C.)

- “L’état antérieur en Droit commun”.
Ann. Méd. Lég. 1963, 43, 503-519.
- “Preuve du lien de causalité entre l’accident et les troubles allégués. Rôle de l’expert”.
Rev. Fra. Dom. Corp. 1976, t.2, n° 4 p. 357

SAINT-GERMAIN (Jean de)

- “Le préjudice direct et le préjudice indirect en matière d’accidents engageant la responsabilité quasi-délictuelle. Etude théorique et pratique”.
Thèse Droit, Dactyl. Paris 1968.

SIMONIN (C.)

- “Précis de médecine légale judiciaire”.
3e Edit. 1955, Lib. Maloine.

STARCK (B.)

- Traité de “Droit civil. Obligations” 1972, Lib. Techniques, et supp. à jour 1er Novembre 1975.
- “La pluralité des causes de dommage et la responsabilité civile”.
J.C.P., 1970, I, 2339.
- “Les rayons et les ombres d’une esquisse de loi sur les accidents de la circulation”.
Rev. Trim. Dr. Civ. p. 635 et suiv.
- Note ss. Cass. Comm. 14 février 1973, chatel ;
J.C.P. 1973, II, 17450 et 17451.

TUNC (A.)

- “La sécurité routière (esquisse d’une loi sur les accidents de la circulation)”.
Dalloz. 1966.
- “Paradoxes des règles applicables en matière de responsabilité civile”.
Dalloz. 1976, chron. p. 13.

VINEY (G.)

- “Le déclin de la responsabilité individuelle”
Thèse Paris 1963.
- Note ss. Cass. Comm. 14 Février 1973, Chatel ;
Dalloz. 1973. 562.

